



## PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE CREIL



### PIECE N° 5

### ANNEXES

*APPROBATION LE 10 DECEMBRE 2018*







## PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE CREIL



### PIECE N° 5 - 1

### ANNEXES

Article R 151-52 du code de l'urbanisme

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

---

## SOMMAIRE

---

<b>Plan d'exposition au bruit .....</b>
<b>Périmètre à l'intérieur duquel s'applique le droit de préemption urbain .....</b>
<b>Zones d'aménagement concerté .....</b>
<b>Périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement .....</b>

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

---

## **PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT**

---

**Décision du préfet de l'Oise du 27 août 1982**

PREFECTURE DE L'OISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
DET DE LA REGLEMENTATION

2ème Bureau  
"Réglementation et Environnement"

D E C I S I O N

relative au plan d'exposition au bruit des aéronefs de  
l'aérodrome de CREIL

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DE L'OISE

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article R.111-15 ;

VU la Directive d'Aménagement National approuvée par le Décret n° 77-1.066 du 22 Septembre 1977 et relative à la construction dans les zones de bruit des aérodromes, complétée par le Décret n° 81-533 du 12 Mai 1981,

VU la circulaire n° 81-75 du 13 Août 1981 relative aux modalités d'application de la Directive d'Aménagement National précitée,

VU la dépêche Ministérielle de M. le Ministre des Transports en date du 14 Décembre 1981

D E C I D E

ARTICLE 1er

Est rendu disponible pour l'application de la Directive d'Aménagement National approuvée par le Décret n° 77-1.066 du 22 Septembre 1977 et relative à la construction dans les zones de bruit des aérodromes complétée par le Décret n° 81-533 du 12 Mai 1981, le plan d'exposition au bruit des aéronefs de l'aérodrome de CREIL portant le n° annexé à la présente décision.

ARTICLE 2

Ce plan est mis à la disposition du public dans :

- 1) les locaux de la Préfecture (Annexe Europe - Porte 112)  
de 9 h à 11 h 30 de 14 h à 16 h 30
- 2) les locaux de la Direction Départementale de l'Équipement (Boulevard Azyot d'Invallée)  
de 9 h à 11 h de 14 h à 16 h

.../...

SOUS-PREFECTURE

07 OCT. 2004

60300 SENLIS



Ce plan pourra être communiqué aux collectivités et services publics, aux assemblées consulaires et commissions diverses qui ont à en connaître, notamment pour l'élaboration des documents d'Urbanisme.

ARTICLE 3

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'OISE et M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département.

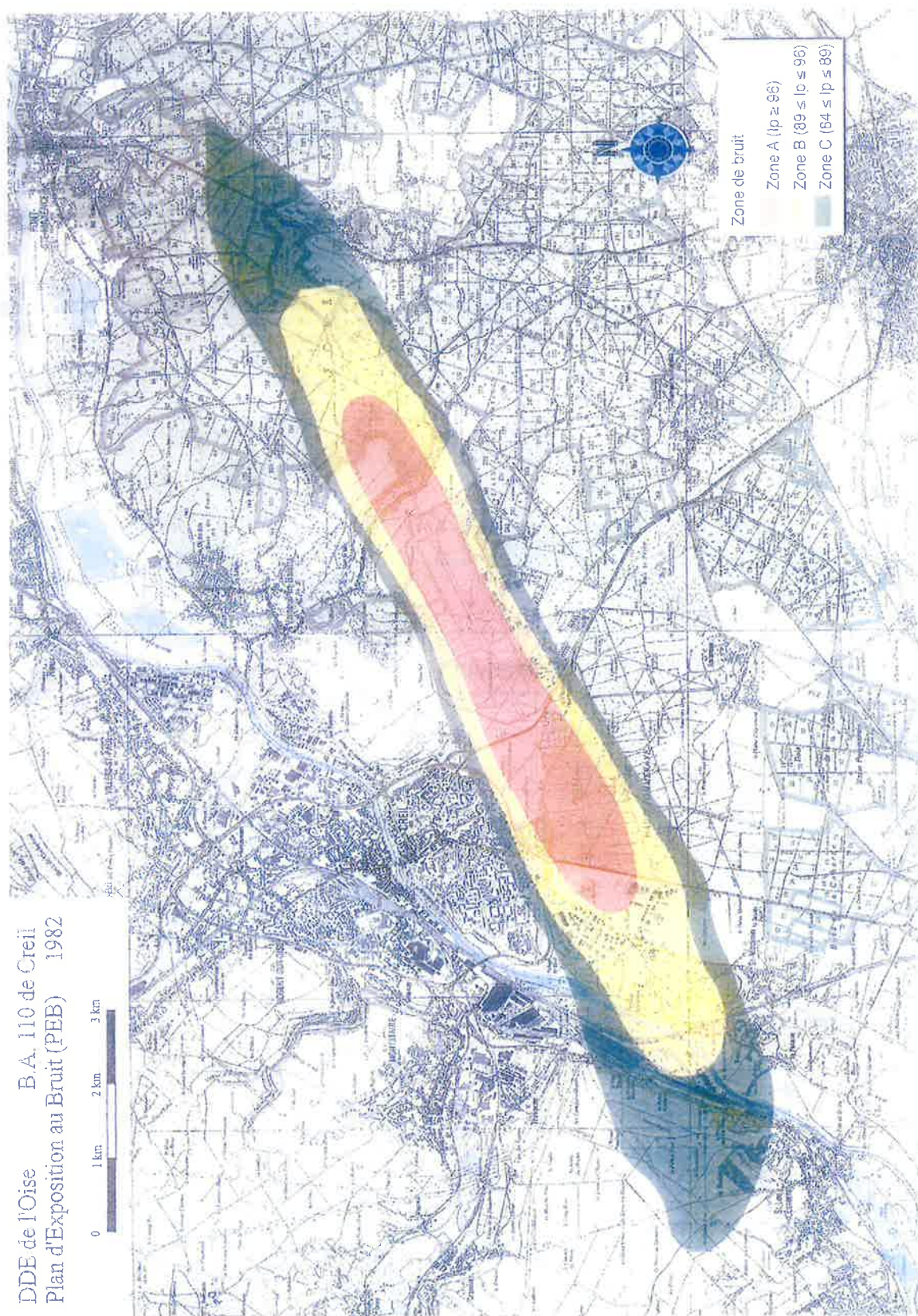
BEAUVAIS, le 27 AOUT 1982

Pour ampliation conforme  
Pour le Préfet,  
Commissaire de la République,  
et par délégation,  
L'Attaché, Chef de Bureau

André COLLOT



Damien VIELLARD



## **PERIMETRE A L'INTERIEUR DUQUEL S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION**

**Le droit de préemption défini par les articles L.211-1 et suivants s'applique  
sur les zones UA – UB – UC – UD – UE – UG – UH – UI – AUC - AUI et 2AU**





---

## **LES ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTÉ**

---

**ZAC du Parc ALATA**

**\*\*\*\*\***

**ZAC de GOURNAY**

**\*\*\*\*\***

**ZAC de l'EC'EAU PORT FLUVIAL**







---

## **PERIMETRE DES SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

---

**La taxe d'aménagement fixée à 4% s'applique sur tout le territoire**



**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**





## PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE CREIL



### PIECE N° 5 - 2

### ANNEXES

Article R 151-53 du code de l'urbanisme



**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

---

## SOMMAIRE

---

**Périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres .....**

**Schéma des réseaux d'eau et d'assainissement (voir pièce 5-3 – annexes).....**

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

---

## **PERIMETRE DES SECTEURS SITUES AU VOISINAGE DE TRANSPORTS TERRESTRES**

---

La loi « bruit » du 31 décembre 1992 oblige les préfets à classer les voies de circulation terrestres existantes en fonction du trafic et de leurs caractéristiques sonores. Ce classement permet de fixer les règles de construction applicables aux zones exposées au bruit des transports terrestres : pour le maître d'ouvrage des bâtiments à construire, ces mesures se traduisent par l'obligation de respecter une valeur minimale pour protéger les futurs habitants des nuisances sonores.

L'arrêté du 30 mai 1996 donne les modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et de l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit. Ce classement permet de répartir les voies routières et ferroviaires en 5 catégories selon les niveaux sonores qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Il définit également des secteurs affectés par le bruit autour de chaque infrastructure classée dans lesquels les bâtiments devront recevoir un isolement acoustique.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 a classé plusieurs infrastructures de transport terrestres de la commune de Creil en fonction des niveaux sonores diurnes et nocturnes. Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons. Cette largeur est mesurée pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.

L'arrêté préfectoral du 20 juillet 2016 a classé les infrastructures ferroviaires de la commune de Creil. Le tableau en annexe donne pour chacune des lignes la largeur de part et d'autre affectées par le bruit.

**PREFECTURE DE L'OISE**  
**DIRECTION DEPARTEMENTALE**  
**DE L'EQUIPEMENT DE L'OISE**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le préfet du département de l'Oise

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que l'habitation et de leurs équipements,

Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu l'avis des communes suite à leur consultation du 1<sup>er</sup> août 1999 au 30 octobre 1999,

Vu l'avis du comité de pilotage réuni le 30 novembre 1999,

**ARRETE**

**Article 1 :**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'Oise aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté sur la commune de **CREIL** (1).

../..

(1) représentées sur la carte du 17 juillet 1999 qui a été transmises le 20 juillet 1999 avec le dossier de consultation.

## Article 2 :

Le tableau situé pages 3 et 4 indique, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons ainsi que les niveaux sonores que les constructeurs doivent prendre en compte pour la construction de bâtiments inclus dans ces secteurs.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et :

- ° à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U"
- ° à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche,
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

## Article 3 :

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

../..



CEIL  
A L'ORIGINAL  
5

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 9 janvier 1995 et du 30 mai 1996 sont annexées au présent arrêté.

**Article 4 :**

Les niveaux que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

**Article 5 :**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

**Article 6 :**

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées
- au Directeur Départemental de l'Equipeement.

Beauvais, le 28 Dec. 1999

Le Préfet de l'Oise

Pour le Directeur Départemental  
de l'Equipeement,  
R. GAUTHERIN

Alain GEHIN



## SECTEURS CLASSES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CREIL

Type d'infrastructure	Nom de la voie	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure en m (1)	type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
Voie communale	ave P. de Chavannes	Débutant : rue schuman Finissant : rue branly	4	30	ouvert
Voie communale	ave P. de Chavannes	rue branly	3	100	ouvert
Voie communale	bvd havez	rue durand	4	30	ouvert
Voie communale	bvd blondi	rue durand	4	30	ouvert
Voie communale	bvd blondi	rue général leclerc	4	30	ouvert
Voie communale	bvd blondi	rue des jonquilles	4	30	ouvert
RD 162	bvd allende	RD 201	4	30	ouvert
RD 916 A	route de chantilly	RD 16	4	30	ouvert
Voie communale	avenue curie	route de chantilly	4	30	ouvert
Voie communale	avenue curie	rue de vexin	4	30	ouvert
Voie communale	rue branly	rue de valois	4	30	ouvert
Voie communale	rue branly	raccordement RN 16	4	30	ouvert
RD 916 A	rue blum	route de chantilly	4	30	ouvert
RD 120	route de vaux	rue blum	4	30	ouvert
RD 120	avenue de tremblay	rue boursier	4	30	ouvert
Voie communale	rue boursier	route de vaux	4	30	ouvert
Voie communale	rue ribot	rue ribot	4	30	ouvert
Voie communale	rue philippe	rue duguet	4	30	ouvert
Voie communale	rue duguet	rue duguet	4	30	ouvert
Voie communale	rue de marl	rue ribot	4	30	ouvert
Voie communale	rue michelet	rue de la république	4	30	ouvert
Voie communale	place du 8 mai	rue duguet	4	30	ouvert
Voie communale	rue st croix	place du 8 mai	4	30	ouvert
Voie communale	rue pauquel	rue gambetta	4	30	ouvert
Voie communale	avenue de l'europe	rue pauquel	4	30	ouvert
Voie communale	rue juillet	place général de gaule	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	limite communale	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	limite communale	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	rue de gournay	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	rue de port	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	rue peloulier	4	30	ouvert
Voie communale	rue jaurès	rue roset	3	100	en U
Voie communale	rue de port	rue roset	4	30	ouvert
Voie communale	quai l'aval	avenue uhry	4	30	ouvert
RD 123	avenue chanut	quai l'aval	4	30	ouvert
RD 916 A	rue gambetta	avenue chanut	4	30	ouvert
RD 916 A	rue gambetta	rue gambetta	4	30	ouvert
RD 916 A	rue gambetta	rue juillet	4	30	ouvert
RD 916 A	rue gambetta	rue juillet	3	100	en U
RD 916 A	rue gambetta	rue de la république	4	30	ouvert

(1) Cette distance est mesurée pour les infrastructures routières à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche et pour les infrastructures ferroviaires à partir du bord des voies.

PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET  
PIECE N° 5 – ANNEXES

CERTIFICAT  
AUTORISATION

DATE VISEE - NOVEMBRE 1999

SECTEURS CLASSES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CREIL

Type d'infrastructure	Nom de la voie	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure en m (1)	type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 916 A	rue de la république	débutant	finissant	4	30	ouvert
RD 916 A	rue de la république	rue dambetta	rue michelet	4	30	ouvert
RD 916 A	rue de la république	rue briand	rue michelet	4	30	ouvert
Route Départementale	RD 201	rue briand	rue blum	4	30	ouvert
Route Nationale	RN 16	en totalité		2	250	ouvert
Route Départementale	RN 330	en totalité		2	250	ouvert
Voie ferrée	Lignes Creil / Jeumont et Pierrelaye / Creil	en totalité		2	250	ouvert
Voie ferrée	ligne Paris / Lille	en totalité		1	300	ouvert
Voie communale	bretelle sortie N 16	RN 16	rue E. Branly	4	30	ouvert
Voie communale	bretelle entrée N 16	rue E. Branly	RN 16	4	30	ouvert

1) Cette largeur est mesurée en l'infrastructure existante à partir du bord extérieur de la voie







PRÉFET DE L'OISE

Direction Départementale  
des Territoires de l'Oise

Service de l'Eau de  
l'Environnement et de la Forêt

**Arrêté portant sur le classement des infrastructures  
de transports terrestres du réseau ferré et  
l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation  
dans les secteurs affectés par le bruit**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L571-10 et R.571-32 à 571-43 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-4-1 et R.111-23-1 à R.111-23-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles R.123-13 et R.123-14 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune des Ageux ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Brenouille ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Chevrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Houdancourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Nogent-sur-Oise ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Pont-Sainte-Maxence ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Rieux ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres



et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Verneuil-en-Halatte ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Villers-Saint-Paul ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Boran-sur-Oise ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Creil ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Montataire ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Précy-sur-Oise ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Saint-Leu-d'Esserent ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1999 portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sur la commune de Villers-Sous-Saint-Leu ;

VU le courrier de Réseau Ferré de France en date du 17 juin 2014 demandant la prise en compte de données de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 actualisées dans un arrêté préfectoral ;

VU la consultation du 18 février 2016 au 18 mai 2016 ;

VU l'avis favorable de SNCF RESEAU du 08 juin 2016 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les nouvelles modalités du classement sonore des infrastructures de transports terrestres introduites par l'arrêté du 23 juillet 2013 nécessitent une modification du classement sur le réseau ferré ;

**CONSIDÉRANT** l'avis des communes ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'arrêté**

L'article 2 des arrêtés préfectoraux du 28 décembre 1999 ci-dessus mentionnés sont modifiés. Le tableau mentionné dans cet article - indiquant pour chacun des tronçons d'infrastructure le classement dans une des 5 catégories, les niveaux sonores de référence que les constructeurs doivent prendre en compte et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure prend désormais en considération les nouvelles valeurs seuils définies par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013.

Le tableau ci-dessous reprend les modifications :

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

Le tableau ci-dessous reprend les modifications :

Lignes classiques concernées	Tronçons		Communes concernées par le classement sonore du tronçon	Catégorie		Largeur affectée de part et d'autre
	Pk début	Pk fin		Ancienne	Modifiée	
242000 de Creil à Jeumont	50253	72740	Les Agaux Brenouille Chevrières Houdancourt Nogent-sur-Oise Pont-Saint-Maxence Rieux Verneuil-en-Halatte Villers Saint Paul	2	3	100 m
329000 de Pierrelaye à Creil	46027	67329	Boran-sur-Oise Creil Montataire Precy-sur-Oise Saint-Leu-d'Esserent Villers-sous-saint-Leu	2	3	100 m

**Article 2: Publication et affichage**

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise. Il est consultable sur le site internet des services de l'Etat : <http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/bruit>. Il sera notifié aux communes concernées et fera l'objet d'un affichage durant un 1 mois en mairie.

**Article 3: Voie et délai de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens 14, rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 4: Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement du Nord Pas-de-Calais Picardie, le directeur départemental des territoires de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **20 JUIL, 2016**

Pour le préfet

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASESANT**

Le sous-préfet de Clermont



Paul COULON



PRÉFET DE L'OISE

Direction Départementale  
des Territoires de l'Oise

Service de l'Eau de  
l'Environnement et de la Forêt

**Arrêté modifiant le classement des infrastructures de transports terrestres du  
réseau ferré et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les  
secteurs affectés par le bruit pour les communes de l'Oise**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.571-10 et R.571-32 à 571-43 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-4-1 et R.111-23-1 à R.111-23-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles R.123-13 et R.123-14 ;

VU le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de M. Louis Le Franc, préfet de l'Oise ;

VU l'arrêté ministériel du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU les arrêtés préfectoraux des 28 décembre 1999, 5 janvier 2000, 12 juillet 2000, 9 août 2001, portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres du réseau ferré et sur l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit pour les communes de l'Oise ;

VU le courrier de Réseau Ferré de France en date du 12 janvier 2018 demandant la prise en compte de données de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 par un arrêté préfectoral ;

VU la consultation publique qui s'est tenue du 13 février 2018 au 13 mai 2018 en vertu de l'article R571-39 du code de l'Environnement ;

VU l'avis favorable de SNCF RÉSEAU du 18 juin 2018 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** les modalités du classement sonore des infrastructures de transports terrestres introduites par l'arrêté du 23 juillet 2013 et compte-tenu des travaux réalisés par la SNCF sur son réseau qui nécessitent une modification du classement ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucune observation n'a été effectuée suite à la consultation publique qui s'est tenue du 13 février 2018 au 13 mai 2018 en vertu de l'article R571-39 du code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** les avis des communes consultées ;

**SUR PROPOSITION** de la directrice départementale des Territoires de l'Oise par intérim ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le présent arrêté a pour objet de fixer le classement sonore des voies ferroviaires sur le territoire du département de l'Oise pour les communes et les secteurs listés en annexe.

### Article 2 :

Les arrêtés préfectoraux des 28 décembre 1999, 5 janvier 2000, 12 juillet 2000, 9 août 2001 susvisés délivrés à la société SNCF sont abrogés.

### Article 3 :

La catégorie des infrastructures de transports ferrés est définie en fonction de leur niveau sonore conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé. Le tableau ci-dessous indique la largeur du secteur affecté par le bruit de part et d'autre des tronçons, ainsi que le niveau sonore que les constructeurs doivent prendre en compte pour la construction de bâtiments inclus dans ces secteurs.

Les valeurs seuil délimitant les catégories de classement des voies conventionnelles sont :

NIVEAU SONORE DE REFERENCE L <sub>Aeq</sub> (6h-22h) en dB (A)	NIVEAU SONORE DE REFERENCE L <sub>Aeq</sub> (22h-6h) en dB(A)	CATEGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

Les communes ainsi que les secteurs affectés par cette modification du classement sonore des infrastructures ferroviaires dans le département de l'Oise sont repris en annexe du présent arrêté.

### Article 4 :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé.

### Article 5 :

Le classement sonore des infrastructures de transports ferrés et les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes concernées, ainsi que les communes limitrophes, le cas échéant, dans les annexes des documents d'urbanisme, à titre d'information.

Il sera également fait mention des lieux où le présent arrêté pourra être consulté.

Conformément aux dispositions des articles R410-11 et suivants du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur dans le cas où son terrain se trouve dans le secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transport terrestre bruyante.

### Article 6 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise. Il est consultable sur le site internet des services de L'État : <http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Le-bruit>. Il est notifié aux communes concernées et fait l'objet d'un affichage durant un 1 mois en mairie.



**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les Sous-Préfets concernés, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Haut de France, la directrice départementale des Territoires de l'Oise par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie de cet arrêté sera également notifiée à :

- Monsieur le Directeur de la société SNCF RÉSEAUX.

Fait à Beauvais, le **30 AOUT 2010**

Pour le Préfet  
et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Dominique LEPIDI

## ANNEXE

LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR LE CLASSEMENT SONORE DES LIGNES FÉRRÉVIAIRES DANS L'OISE						
Lignes classiques concernées	Secteurs		Communes concernées par le classement sonore du secteur	Catégorie		Largeur affectée de part et d'autre
	PK Débutant	PK Finissant		Ancienne	Modifiée	
226000 de Gonesse à Lille-Fronière	60+321	71+486	ANTHEUIL-PORTES	1	2	250 m
	57+941	59+763	ARSY	1	2	250 m
	28+596	30+814	BARON	1	2	250 m
	30+870	34+137	BARON	1	2	250 m
	34+623	35+211	BARON	1	2	250 m
	77+275	79+040	BIERMONT	1	2	250 m
	79+089	79+409	BIERMONT	1	2	250 m
	55+377	57+941	CANLY	1	2	250 m
	81+081	83+480	CONCHY-LES-POTS	1	2	250 m
			CUVILLY *	1	2	250 m
	24+450	27+219	ERMENONVILLE	1	2	250 m
	24+251	24+450	EVE	1	2	250 m
			FONTAINE-CHAALIS *	1	2	250 m
	63+882	64+634	FRANCIERES	1	2	250 m
	35+211	37+773	FRESNOY-LE-LUAT	1	2	250 m
	67+145	69+321	GOURNAY-SUR-ARONDE	1	2	250 m
	75+385	76+246	LA NEUVILLE-SUR-RESSONS	1	2	250 m
	79+040	79+089	LABERLIERE	1	2	250 m
	53+971	55+577	LE FAYEL	1	2	250 m
	48+281	53+971	LONGUEIL-SAINT-MARIE	1	2	250 m
	66+576	67+145	MONCHY-HUMIERES	1	2	250 m
	27+219	28+596	MONTAGNY-SAINT-FELICITE	1	2	250 m
	04+634	66+576	MONTMARTIN	1	2	250 m
			NERY *	1	2	250 m
	42+238	43+799	RARAY	1	2	250 m
	58+763	63+682	REMY	1	2	250 m
	71+486	75+385	RESSONS-SUR-MATZ	1	2	250 m
	76+246	77+275	RICQUEBOURG	1	2	250 m
	34+137	34+623	ROSIERES	1	2	250 m
	79+409	81+081	ROYE-SUR-MATZ	1	2	250 m
	37+773	42+238	RULLY	1	2	250 m
			TRUMILLY *	1	2	250 m
	43+799	46+737	VERBERIE	1	2	250 m
	46+737	47+284	VERBERIE	1		Tronçon déclassé
	47+284	48+281	VERBERIE	1	2	250 m
	30+814	30+870	VERSIONY	1	2	250 m
	20+800	24+251	VER-SUR-LAUNETTE	1	2	250 m
229000 de la Plaine à Marson et Anor	59+335	60+719	CREPY-EN-VALOIS		5	10 m
	39+498	42+019	LAGNY-LE SEC	2	3	100 m
	42+019	44+393	LE PLESSIS-BELLEVILLE	2	3	100 m
	45+962	50+372	NANTEUIL-LE-HAUDOIN	2	3	100 m
	52+864	55+618	ORMOY-VILLERS	2	3	100 m
	55+618	58+276	ORMOY-VILLERS		5	10 m
	52+806	52+864	PEROY-LES-GOMBRIES	2	3	100 m
	58+276	59+335	ROUVILLE		5	10 m
	44+393	45+862	SILLY-LE-LONG	2	3	100 m
	50+372	52+805	VERSIONY	2	3	100 m
	114+451	116+325	APPILLY	1	3	100 m
	75+048	77+049	ARMANCOURT	1	3	100 m
	112+187	114+451	BABOEUF	1	3	100 m
	111+550	112+187	BEHERICOURT	1	3	100 m
	58+149	60+012	BRENOUILLE	3	3	100 m
	93+506	96+179	CAMBRONNE-LES-RIBECOURT	1	3	100 m
	68+928	70+063	CHEVRIERES	3	3	100 m
	100+855	102+502	CHIRY-OURS CAMP	1	3	100 m
			CHOISY-AU-BAC *	1	3	100 m
	84+855	87+903	CLAIROIX	1	3	100 m
	82+914	83+532	COMPIEGNE	1	3	100 m
	64+522	66+928	HOUDANCOURT	3	3	100 m
	87+903	89+079	JANVILLE	1	3	100 m
	77+049	80+436	JAUX	1	3	100 m
			LACROIX-SAINT-OUEN *	1	3	100 m
	73+962	75+048	LE MEUX	1	3	100 m
	60+012	60+090	LES AGEUX	3	3	100 m
	61+342	61+442	LES AGEUX	3	3	100 m

**PLU DE CREIL – DOSSIER APPROBATION**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

ANNEXE

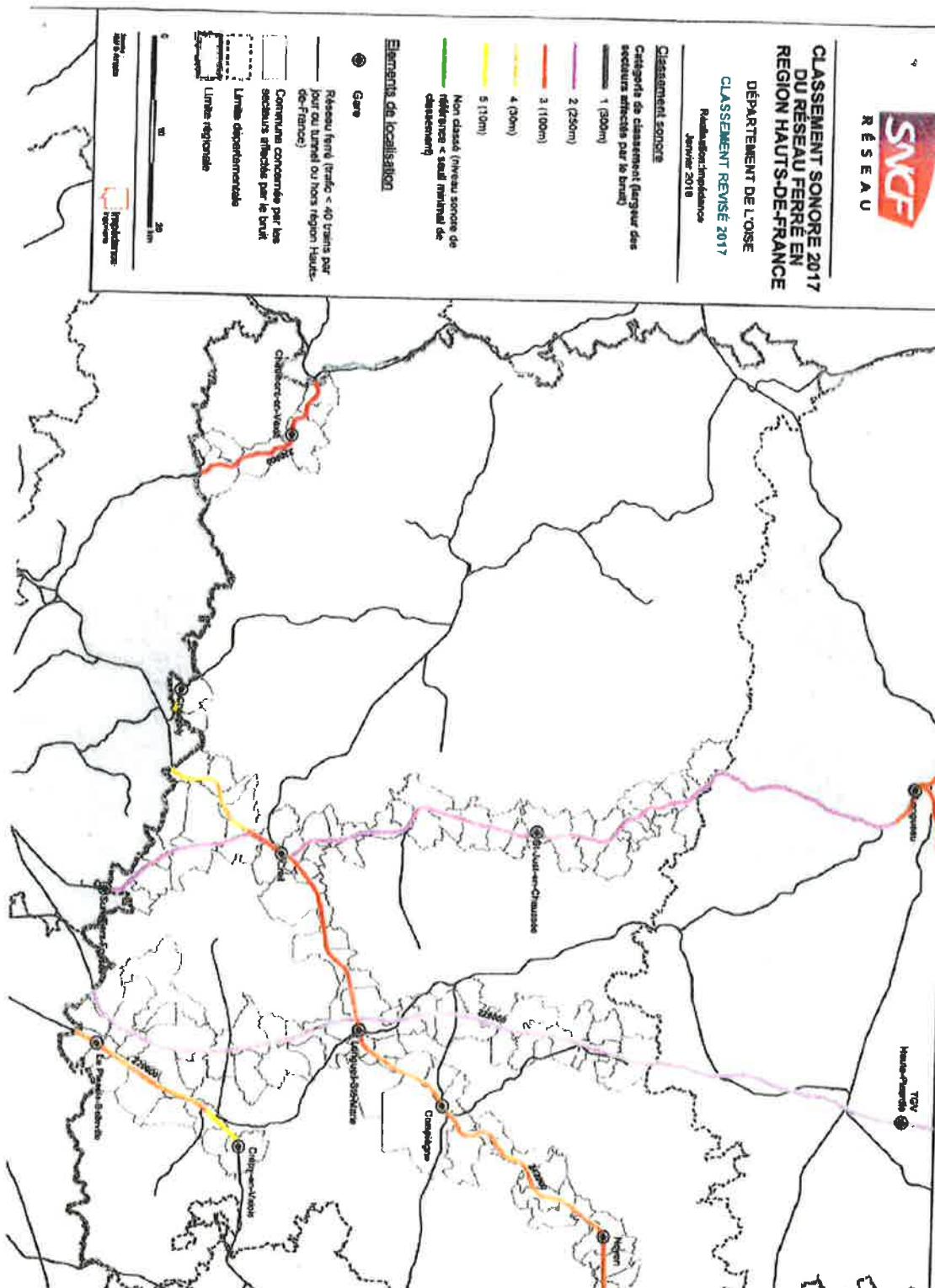
242000 de Creil à Jeumont	61+550	61+658	LES AGEUX	3	3	100 m
	89+079	90+861	LONGUEIL-ANNEU	1	3	100 m
	70+083	71+271	LONGUEIL-SAINT-MARIE	3	3	100 m
	71+271	71+761	LONGUEIL-SAINT-MARIE	3	3	100 m
	82+603	82+914	MARGNY-LES-COMPIEGNE	1	3	100 m
	83+532	83+559	MARGNY-LES-COMPIEGNE	1	3	100 m
	83+559	84+655	MARGNY-LES-COMPIEGNE	1	3	100 m
	108+783	109+613	MORLINCOURT	1	3	100 m
	109+924	110+281	MORLINCOURT	1	3	100 m
	110+281	110+357	MORLINCOURT	1	3	100 m
	50+894	52+408	NOGENT-SUR-OISE	3	3	100 m
	105+445	108+783	NOYON	1	3	100 m
	102+502	103+926	PASSEL	1	3	100 m
	104+053	104+084	PASSEL	1	3	100 m
	97+982	100+855	PIMPREZ	1	3	100 m
	103+926	104+053	PONT-L'ÉVÊQUE	1	3	100 m
	104+084	105+445	PONT-L'ÉVÊQUE	1	3	100 m
	60+090	61+342	PONT-SAINT-MAXENCE	3	3	100 m
	61+442	61+550	PONT-SAINT-MAXENCE	3	3	100 m
	61+658	64+522	PONT-SAINT-MAXENCE	3	3	100 m
	98+179	97+982	RIBECOURT-DRESLINCOURT	1	3	100 m
	54+504	56+149	RIEUX	3	3	100 m
	71+761	72+755	RIVECOURT	3	3	100 m
	72+757	73+962	RIVECOURT	1	3	100 m
	109+613	109+924	SALENCY	1	3	100 m
	110+357	111+550	SALENCY	1	3	100 m
	90+861	93+506	THOUROTTE	1	3	100 m
	80+436	82+603	VENETTE	1	3	100 m
			VERNEUIL-EN-HALATTE *	3	3	100 m
	52+408	54+504	VILLERS-SAINT-PAUL	3	3	100 m
	66+180	69+455	AGNETZ	1	2	250 m
	69+455	71+255	AIRION	1	2	250 m
	71+255	74+492	AVRECHY	1	2	250 m
	93+070	95+592	BACQUEL	1	2	250 m
	60+247	63+900	BREUIL-LE-VERT	1	2	250 m
	85+206	88+865	BRUNVILLERS-LA-MOTTE	1	2	250 m
	56+391	57+558	CAUFFRY	1	2	250 m
	37+933	40+941	CHANTILLY	1	2	250 m
	40+941	41+951	CHANTILLY	1	2	250 m
	42+060	42+582	CHANTILLY	1	2	250 m
	91+963	93+070	CHEPOIX	1	2	250 m
	63+900	65+100	CLERMONT	1	2	250 m
	65+100	66+180	CLERMONT	1	2	250 m
	35+369	37+218	COYE-LA-FORET	1	2	250 m
	48+767	50+253	CREIL	1	2	250 m
	50+253	50+562	CREIL	1	2	250 m
			FITZ-JAMES *	1	2	250 m
	86+665	89+400	GANNES	1	2	250 m
	89+400	89+565	GANNES	1	2	250 m
	41+951	42+060	GOUVIEUX	1	2	250 m
	42+582	43+401	GOUVIEUX	1	2	250 m
	29+753	32+851	LA CHAPELLE-EN-SERVAL	1	2	250 m
	89+565	90+783	LA HERELLE	1	2	250 m
	53+430	56+391	LAIGNEVILLE	1	2	250 m
	37+218	37+933	LAMORLAYE	1	2	250 m
272000 de Paris-Nord à Lille			LIANCOURT *	1	2	250 m
			MONCHY-SAINT-ÉLOI *	1	2	250 m
	47+820	48+767	MONTATAIRE	1	2	250 m
	90+783	91+963	MORY-MONTCRUX	1	2	250 m
	50+562	53+430	NOGENT-SUR-OISE	1	2	250 m
	32+851	35+046	ORRY-LA-VILLE	1	2	250 m
	35+046	35+369	ORRY-LA-VILLE	1	2	250 m
	99+641	99+805	PAILLART	1	2	250 m
	81+917	82+740	PLAINVAL	1	2	250 m
	83+205	85+208	QUINQUEMPOIX	1	2	250 m
	57+558	60+247	RANTIGNY	1	2	250 m
			ROCQUENCOURT *	1	2	250 m
	97+323	99+841	ROUVROY-LES-MERLES	1	2	250 m
			SAINS-MORAINVILLERS *	1	2	250 m
	78+184	79+515	SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	1	2	250 m
	79+515	81+917	SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	1	2	250 m

## ANNEXE

	82+740	83+205	SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	1	2	250 m
	45+980	47+820	SAINT-LEU-D'ESSERENT	1	2	250 m
	43+401	45+980	SAINT-MAXIMIN	1	2	250 m
	74+492	76+841	SAINT-REMY-EN-L'EAU	1	2	250 m
	95+582	97+323	TARTIGNY	1	2	250 m
	76+841	78+184	VALESCOURT	1	2	250 m
325000 d'Epinay- Villefaneuse ou Tréport-Mers	39+075	39+445	CHAMBLY		5	10 m
	38+487	39+075	LE MESNIL-EN-THELLE		5	10 m
329000 de Pierrelaye à Creil	51+380	55+443	BORAN-SUR-OISE	3	4	30 m
	65+793	67+115	CREIL	3	3	100 m
	64+639	65+793	MONTATAIRE	3	3	100 m
	55+443	58+001	PRECY-SUR-OISE	3	4	30 m
	59+380	63+000	SAINT-LEU-D'ESSERENT	3	4	30 m
	63+000	64+639	SAINT-LEU-D'ESSERENT	3	3	100 m
			THIVERNY *	3	3	100 m
	58+001	59+380	VILLERS-SOUS-SAINT-LEU	3	4	30 m
330000 de Saint-Denis à Dieppe	49+075	49+586	BOUCONVILLERS		3	100 m
	49+586	53+443	LAVILLETRE		3	100 m
	53+844	59+464	LANCOURT-SAINT-PIERRE		3	100 m
	53+443	53+844	LIERVILLE		3	100 m
	63+867	63+955	TRIE-CHATEAU		3	100 m
	64+021	67+446	TRIE-CHATEAU		3	100 m
	63+545	63+867	TRIE-LA-VILLE		3	100 m
	63+955	64+021	TRIE-LA-VILLE		3	100 m

\* Commune non traversée par l'infrastructure mais concernée par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure (dans leur largeur maximale prévue par l'arrêté interministériel mentionné à l'article R. 571-34)







# CLASSEMENT SONORE 2017 DU RÉSEAU FERRÉ EN REGION HAUTS-DE-FRANCE

DÉPARTEMENT DE L'OISE  
ÉVOLUTION DU CLASSEMENT SONORE

Réalisation : Syndépor  
Janvier 2018

## Classement sonore

Evolution entre le classement avant  
révision et le classement révisé en 2017

• (augmentation de la catégorie)

• (diminution de la catégorie)

• (catégorie identique)

Nouveau tronçon

Tronçon déclassé

## Éléments de localisation

Gare

Réseaux ferrés (tracé < 40 mètres par  
pour ou tunnel ou hors région Hauts-  
de-France)

Communes concernées par les  
secteurs affectés par le bruit

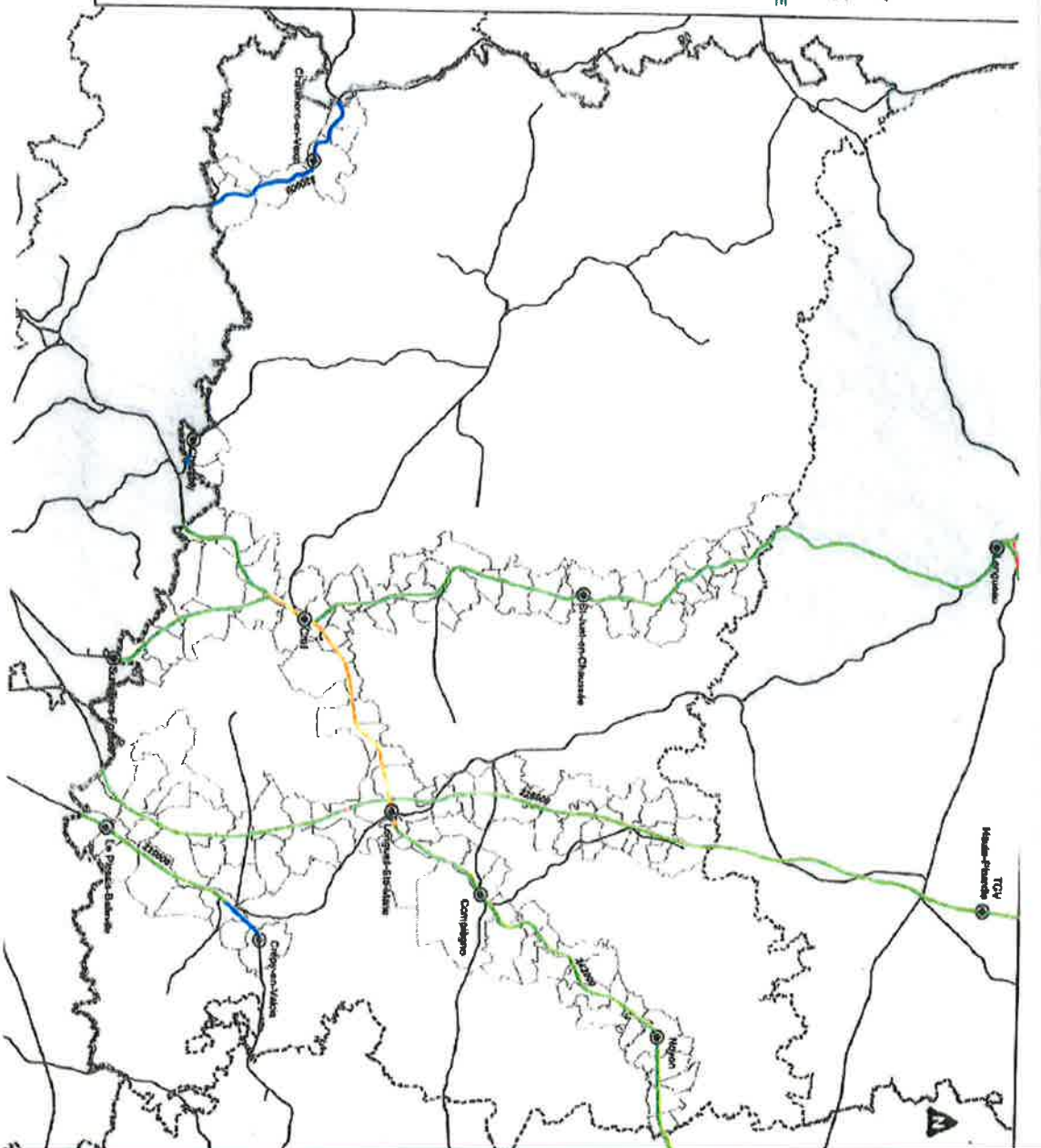
Limite départementale

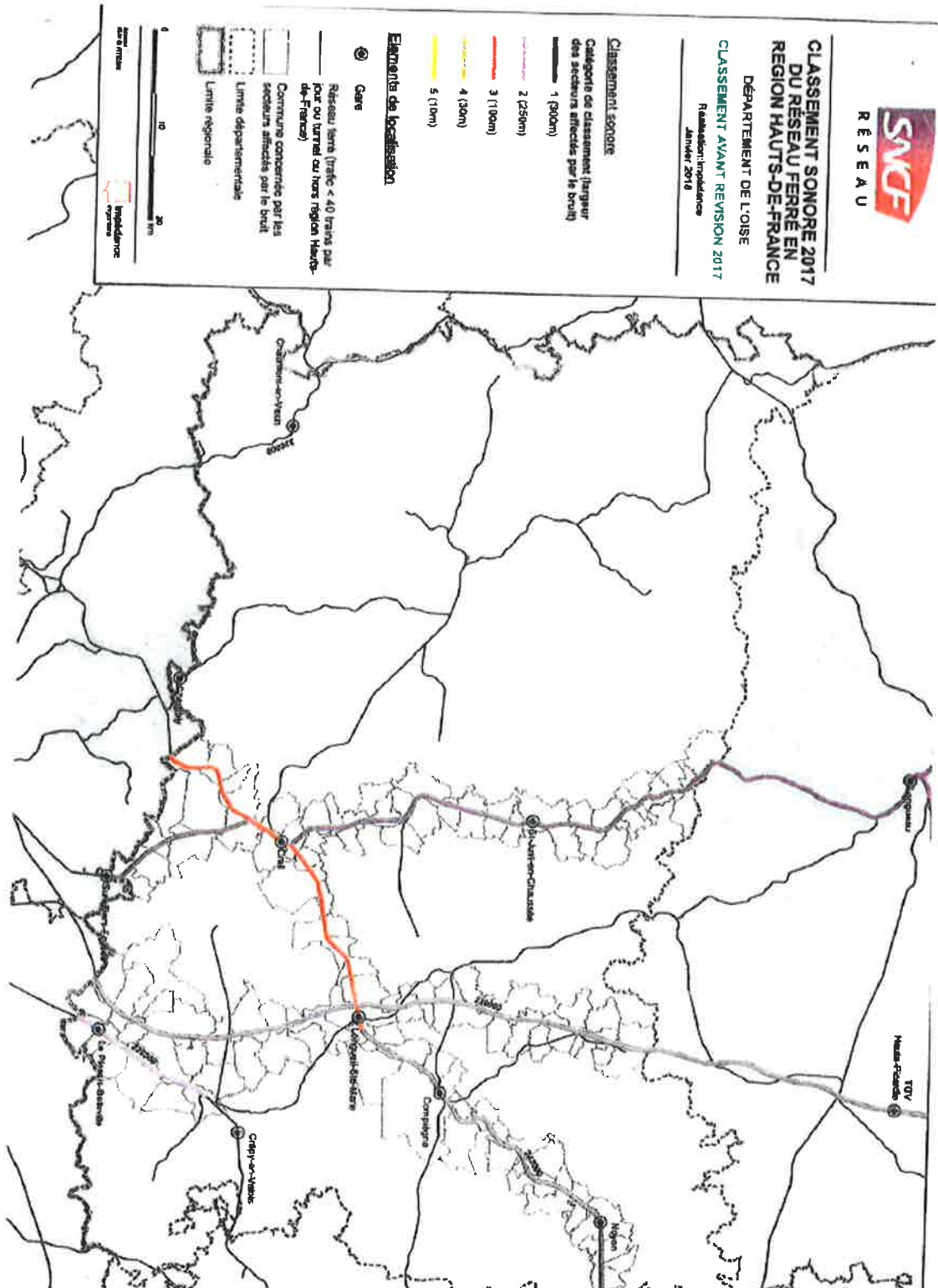
Unité régionale

0 20 40 km

Données  
SNCF Réseau

Impédiments  
topographiques











## PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE CREIL



### PIECE N° 5 - 3

### ANNEXES





---

## SOMMAIRE

---

Secteurs présentant un intérêt archéologique.....	
Espaces naturels sensibles.....	
ANNEXES.....	



---

## ZONES PRESENTANT UN INTERET AU TITRE DE L'ARCHEOLOGIE

---

En application des textes législatifs et réglementaires suivants, relatifs à la protection du patrimoine archéologique en France :

- du Code du Patrimoine et de son Livre V relatif à l'archéologie
- du décret n° 2004 - 490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 4, 5 et 8. L'article 5 fait référence au zonage archéologique sur chaque commune.
- l'existence d'une redevance d'archéologie préventive instaurée par l'article L. 524-2 du Code du Patrimoine.
- de l'article L.531-14 du Code du Patrimoine relatif à l'obligation de déclaration immédiate en cas de découverte fortuite faite au cours de travaux
- des articles du code de l'urbanisme relatifs à l'archéologie.
- de l'arrêté du préfet de région du 10 mars 2003

Sur le territoire de la commune de Creil ont été recensées des zones de potentialités archéologiques représentées sur la carte jointe.





**PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE**

**Objet : Arrêté portant délimitation des zones archéologiques sur la commune de Creil (Oise)**

**Le Préfet de la Région Picardie  
Préfet de la Somme  
chevalier de la légion d'honneur**

- VU la loi du 27 septembre 1941, portant réglementation des fouilles archéologiques, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de celle-ci
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles R442-3-1, R421-9 et R421-38-10-1
- CONSIDERANT que des éléments du patrimoine archéologique contenus dans les zones géographiques ci-après désignées sont susceptibles d'être affectés par des opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** Des zones présentant un intérêt au titre de l'archéologie sur la commune de Creil sont définies sur le plan annexé au présent arrêté et intitulé « carte de recensement des contraintes archéologiques ».

**ARTICLE 2 :** A l'intérieur de ces zones, toute demande de permis de construire, de permis de démolir ou d'autorisation d'installations et travaux divers, devra faire l'objet d'une saisine du Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – cellule urbanisme du service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) selon les modalités précisées pour chaque type de zone.

**ARTICLE 3 :** Sont soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé les travaux visés à l'article 442-3-1 du code de l'urbanisme et ce, dans les conditions énoncées dans l'article 2 du présent arrêté.

.../...

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

arrêté zonage archéologique commune de Creil (Oise)

.../...

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de l'Oise. Une copie de l'arrêté et du plan annexé seront adressés par le Préfet de département, à la mairie de Creil, où ils feront l'objet d'un affichage durant un mois.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté est tenu à la disposition du public en préfecture et en mairie.

Fait à Amiens, le

10 MARS 2003

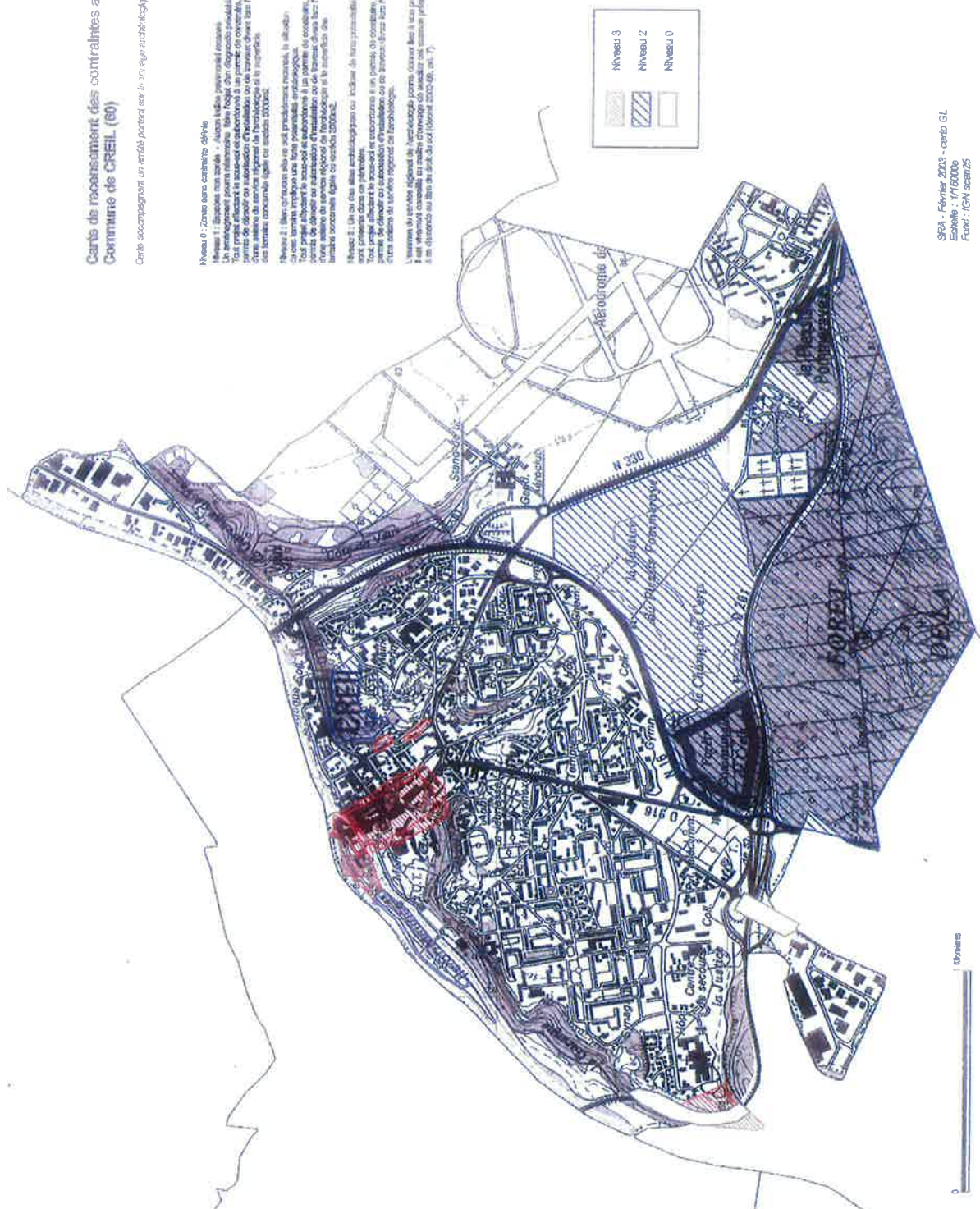
le Préfet



Pierre MIRABAUD



Abstract of 90 bibliographic entries of 475 journal papers in peer-reviewed areas

[illegible]

SRA - Février 2003 - carto GL  
Echelle : 1/15000e  
Fond : IGN scan25

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRÊT DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**



PRÉFET DE LA RÉGION PICARDIE

Direction régionale  
des affaires culturelles

Affaire suivie par :  
Valérie Burban

Tél : 03 22 97 33 83  
Fax : 03 22 97 33 47  
Mail : valerie.burban-  
col@culture.gouv.fr



Amiens le 13/11/12

Le conservateur régional de l'archéologie

la DDT de l'Oise  
Service de l'Aménagement et de l'Urbanisme et  
de l'Energie  
40, Rue Jean Racine  
BP 317  
60021 Beauvais cedex

**Objet :** Elaboration du PLU de la commune de Creil (Oise)  
prise en compte du Patrimoine archéologique.  
**PJ :** arrêté du préfet de région sur les modalités de saisine du 10/03/03.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les éléments de réponses concernant la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Creil (Oise)

Il est nécessaire de faire mention dans :

A) Les éléments supra communaux :

- 1) du Code du Patrimoine et de son Livre V relatif à l'archéologie,
- 2) l'existence d'une redevance d'archéologie préventive instaurée par l'article L524-2 du Code du Patrimoine,
- 3) L'article L531-14 du Code du Patrimoine relatif à l'obligation de déclaration immédiate en cas de découverte fortuite faite au cours de travaux
- 4) Les articles du code de l'urbanisme relatifs à l'archéologie.

B) Les éléments propres à la commune :

- 1) L'existence de l'arrêté du préfet de région du 10/03/03 relatif au zonage archéologique de la commune de Creil (Oise).
- 2) La nécessité de le mentionner dans le Porter à connaissance et de l'intégrer au Règlement (texte, inventaire et carte).

Jean-Luc Collart



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE

**Objet : Arrêté portant délimitation des zones archéologiques sur la commune de Creil (Oise)**

**Le Préfet de la Région Picardie  
Préfet de la Somme  
chevalier de la légion d'honneur**

- VU la loi du 27 septembre 1941, portant réglementation des fouilles archéologiques, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de celle-ci
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles R442-3-1, R421-9 et R421-38-10-1
- CONSIDERANT que des éléments du patrimoine archéologique contenus dans les zones géographiques ci-après désignées sont susceptibles d'être affectés par des opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux

### ARRETE

**ARTICLE 1er :** Des zones présentant un intérêt au titre de l'archéologie sur la commune de Creil sont définies sur le plan annexé au présent arrêté et intitulé « carte de recensement des contraintes archéologiques ».

**ARTICLE 2 :** A l'intérieur de ces zones, toute demande de permis de construire, de permis de démolir ou d'autorisation d'installations et travaux divers, devra faire l'objet d'une saisine du Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – cellule urbanisme du service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) selon les modalités précisées pour chaque type de zone.

**ARTICLE 3 :** Sont soumis à déclaration préalable auprès du préfet de région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé les travaux visés à l'article 442-3-1 du code de l'urbanisme et ce, dans les conditions énoncées dans l'article 2 du présent arrêté.

.../...

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

arrêté zonage archéologique commune de Creil (Oise)

.../...

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de l'Oise. Une copie de l'arrêté et du plan annexé seront adressés par le Préfet de département, à la mairie de Creil, où ils feront l'objet d'un affichage durant un mois.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté est tenu à la disposition du public en préfecture et en mairie.

Fait à Amiens, le

10 MARS 2003

le Préfet



Pierre MIRABAUD



---

## **ESPACES NATURELS SENSIBLES**

---

**Coteaux de Vaux et de Laversines**

**Les champs aux cerfs**

**Massif forestier d’Halatte**





VMU07

Coteaux de Vaux et de Laveraines



ID

**Surface :** 256**Altitude :** 30 - 80 m**Entité paysagère :**

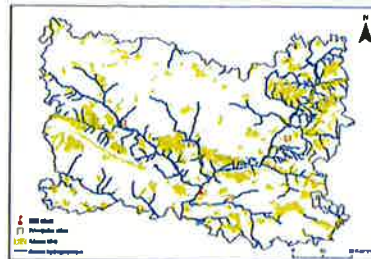
VALLEE DE L'OISE, VALOIS MULTIEN.

**Canton(s) concerné(s) :**

CHANTILLY, CREIL, PONT-SAINTE-MAXENCE.

**Commune(s) concernée(s) :**

CREIL, SAINT-MAXIMIN, SAINT-MAXIMIN, VERNEUIL-EN-HALATTE.

**Inscription à l'inventaire, statut de protection :**

Natura 2000 - ZSC : FR2200379, Parc Naturel Régional Oise-Pays de France, Site Inscrit Oise 29, ZNIEFF I n°2 20013833.

**Valeur patrimoniale**

- ☐ Intérêt pour la Faune
- ☒ Intérêt pour la Flore
- ☒ Intérêt pour les Milieux naturels
- ☐ Intérêt pour le Paysage

**Vocation proposée**

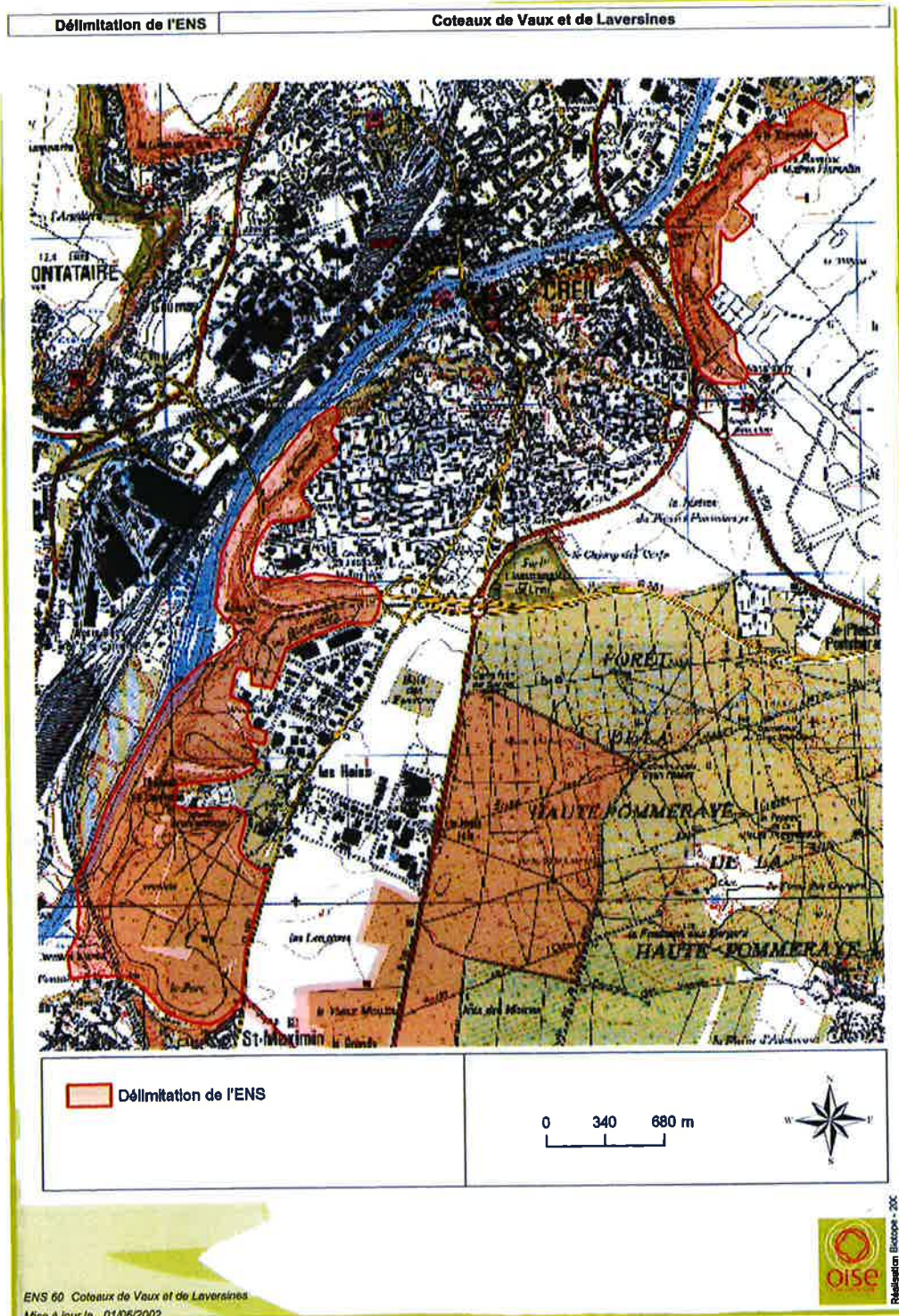
Gestion des milieux ouverts et des lisières

**Présentation de l'Espace Naturel Sensible (ENS)**

Les coteaux surplombent le débouché des vallées du Thérain et de la Brèche, en rive gauche de l'Oise. L'exposition, quoique variée, est cependant marquée au Nord-ouest et permet le développement de végétations d'ambiance froide. Les coteaux sont, pour la plupart, escarpés et colonisés par des pelouses sèches calcicoles et des boisements de pente.

ENS 00 - Coteaux de Vaux et de Laveraines  
Mise à jour le 01/06/2002

Réalisation Biotopie - 2007





## Description et intérêt de l'Espace Naturel Sensible

### DESCRIPTION ECOLOGIQUE

#### Composition

##### Milieux naturels dominants

Les lisières et les pelouses calcicoles ; Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tillo-Acerion\* ; Formation stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses (*Berberidion* p.p.) ; Pelouses sèches semi-naturelles et fclées d'embussonnement sur calcaires (*Festuco Brometalia*)(*\*elles d'orchidées remarquables*) ; Hétrales du *Asperulo-Fagetum* ; Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles du *Allyso-Sedion albi*

##### Espèces végétales remarquables

la Sestérie blouâtre (*Sesleria caerulea*), la Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum*\*), la Gentiane croisette (*Gentiana cruciata*\*), le Daphné laureolé (*Daphne laureola*), l'Epipactis brun rouge (*Epipactis atrorubens*), l'iris fclide (*Iris foetidissima*), la Monotrope sucepin (*Monotropa hypopitys*), le Sceau de Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*), la Pulsatille commune (*Pulsatilla vulgaris*), l'If commun (*Taxus baccata*), le Bugle de Genève (*Ajuga genevensis*), l'Alysson calicinal (*Alyssum alyssoides*), l'Œillet des Chartreux (*Dianthus carthusianorum*), la Bugrane noire (*Ononis pusilla*) : espèce protégée, seules deux stations dont celle-ci sont présentes sur le territoire du PNR.

##### Espèces animales remarquables

la Bondrée apivore (*Pernis ptilorhynchus*) ; le Pic mar (*Dendrocopos medius*) ; le Cerf élaphe (*Cervus elaphus*) et la Martre des Pins (*Martes martes*) ; Invertébrés : Ecaille chinée (*Callimorpha quadripunctaria*)\*

### Organisation, fonctionnement et état de conservation

#### Agencement et connexion des milieux dans le site

Les milieux sont bien connectés entre eux.

#### Connexion avec l'extérieur, réseau de milieux similaires

Les milieux sont situés en contexte urbain et, de fait, sont enclavés. Le passage de la grande faune en provenance du massif d'Halatte se trouve de plus en plus limité à cause de l'avancement du front urbain de la vallée de l'Oise.

#### Etat de conservation et fragilité du site

Etat de conservation moyen.

### DESCRIPTION PAYSAGERE

Il s'agit d'un coteau boisé très amputé par le tissu urbain et donc de ce fait très dégradé. Les points de vue sur le site sont quasi-nuls à cause de l'effet masque de la trame urbaine. La ZAC a fortement morcelé le boisement. On relève cependant un intérêt vis-à-vis du Parc du Château de Laversine. L'enceinte du Parc étant murée, il n'a pas été possible d'appréhender le patrimoine bâti dans le détail. Ce site ne présente pas de réel intérêt paysager.



### DESCRIPTION SOCIALE

Difficilement accessible.

ENS 60 Coteaux de Vaux et de Laversines  
Mise à jour le 01/05/2002



Réalisation Buzope - 2007

### Usage et gestion de l'Espace Naturel Sensible

#### Principaux usages et activités sur le site

Loisirs

#### Principales activités aux alentours

Urbanisation

#### Fréquentation

Faible. A mettre en conformité avec le DOCOB.

#### Réglementations diverses

#### Foncier

Le site appartient pour partie à la commune.

#### Présence de bâtiments

#### Gestion et valorisation actuelles

#### Dégradation et menaces

Peu de dégradations observées

### Historique et piste d'actions

#### Date d'intégration

#### Plates d'actions

- Gestion écologique à confier au PNR si acquisition en propre (le PNR n'est pas gestionnaire, mais il est possible de le soutenir pour l'accompagnement ou la mise en place d'un gestionnaire)
- Lutte contre l'urbanisation
- Gestion en accord avec orientations du DOCOB
- Suivi écologique par le PNR (plutôt soutien des actions du PNR)
- Animations scolaires réalisables par l'équipe du PNR (plutôt soutien des actions du PNR)

#### Etat d'avancement

#### Maitre d'ouvrage choisi

ENS 60 : Coteaux de Vaux et de Laversines  
Mise à jour le 01/06/2002



Région Brie de France - 2007

### Les pelouses communales de la Ville de Creil

Annexe(s) correspondante(s) : carte de localisation

#### 1 - Identité et localisation du site ou du territoire

Département /canton(s)	Région(s) naturelle(s)	Commune(s)	Lieu-dit(s)	Types de milieux	Observations
60	Creillois-Vallée de l'Oise	Creil	/	pelouses sur sables et calcaires	/

#### 2 - Statut foncier

Propriétaire(s)	Surface	Droits d'usage /servitudes	Observations
Commune de Creil		/	

#### 3 - Patrimoine naturel

##### 3.1 Inscription aux inventaires du patrimoine naturel

Totalité ou partie du site concernée	ZNIEFF, ZICO, Nat 2000	Autres (ENS, bilans patrimoniaux)	Potentialités de restauration et d'entretien
oui	ZNIEFF, et Nat 2000 en partie	Site d'intérêt départemental	Très forte

##### 3.2 Habitats, faune et flore remarquables

Types d'habitats	Inscription à la Dir. Habitats	Niveau de rareté en Picardie	Surface approximative	Etat de conservation
Pelouses calcaire meso-xérophiles des méso-climat froids	oui	Exceptionnel pour ce type de pelouses	0,5-1 ha fragmentaire en sous bois-clairs sur pentes	Mauvais état
Pelouse calcaro-sabulicoles et ourlets associés	oui	Très rare	0,5 ha environ (pionnières) 1 ha (pelouses et ourlets à Gentiane)	Etat moyen
Buxaies thermophiles (formation à Buis)	oui	Exceptionnelle	0,5-1 ha (probablement 5 au total avec parcelles connexe et pré-bois	Etat moyen

Espèces animales et végétales	Statut réglementaire	Niveau de rareté et de menace	Etat de conservation des populations, statut dur le site	Potentialités de restauration et d'entretien
Teucrium montanum	Prot. Régionale	Assez Rare Quasi-menacé	Entre 10 et 20 pieds	Elevées
Gentiana cruciata	Prot. Régionale	Très Rare En Danger	Plus de 200 pieds	Elevées
Sesleria coerulesca	Prot. Régionale	Exceptionnel Vulnérable	Plusieurs centaines de touffes (prob. + de 1000 )	Elevées
Ononis pusilla	Prot. Régionale	Très Rare En Danger	+/- 500 pieds	Elevées
Pulsatilla vulgaris	-	Peu commune Vulnérable	Quelques pieds (rare et menacée sur le site)	Elevées
<b>Faune</b>				
Lysandra coridon	-	AR/NT	Plusieurs dizaines d'individus	Elevée

#### 4 - Enjeux stratégiques

**Patrimoine naturel :** belle surface de pelouses à Séslerie bleuâtre et Gentiane croisettes. Population la plus importante de l'Oise pour la Séslerie bleuâtre, marqueur biogéographique et méso-climatique exceptionnel (espèce relique submontagnarde). Probablement la population de Gentiane croisettes la plus importante de l'Oise avec celle de l'allée des Beaux-monts en forêt de Compiègne.

Fourrés à Buis exceptionnels et uniques en Picardie. D'origine spontanée selon V. Boulet, ces buxiers primaires à subprimaires pourraient représenter un pool originel ancien du buis selon les cahiers d'habitats (MNHN).

Un des derniers espaces de pelouses viables (surfaces) pour plusieurs espèces de papillons dans le Sud de l'Oise (*Lysandra coridon*, *zygènes*...).

**Partenariat :** la démarche est engagée suite aux contacts avec la commune et le PNR OPF (dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs Natura 2000).

Pour le renforcement du réseau de sites : réseau de pelouses à Séslerie bleuâtre.

Pour faciliter un autre projet :

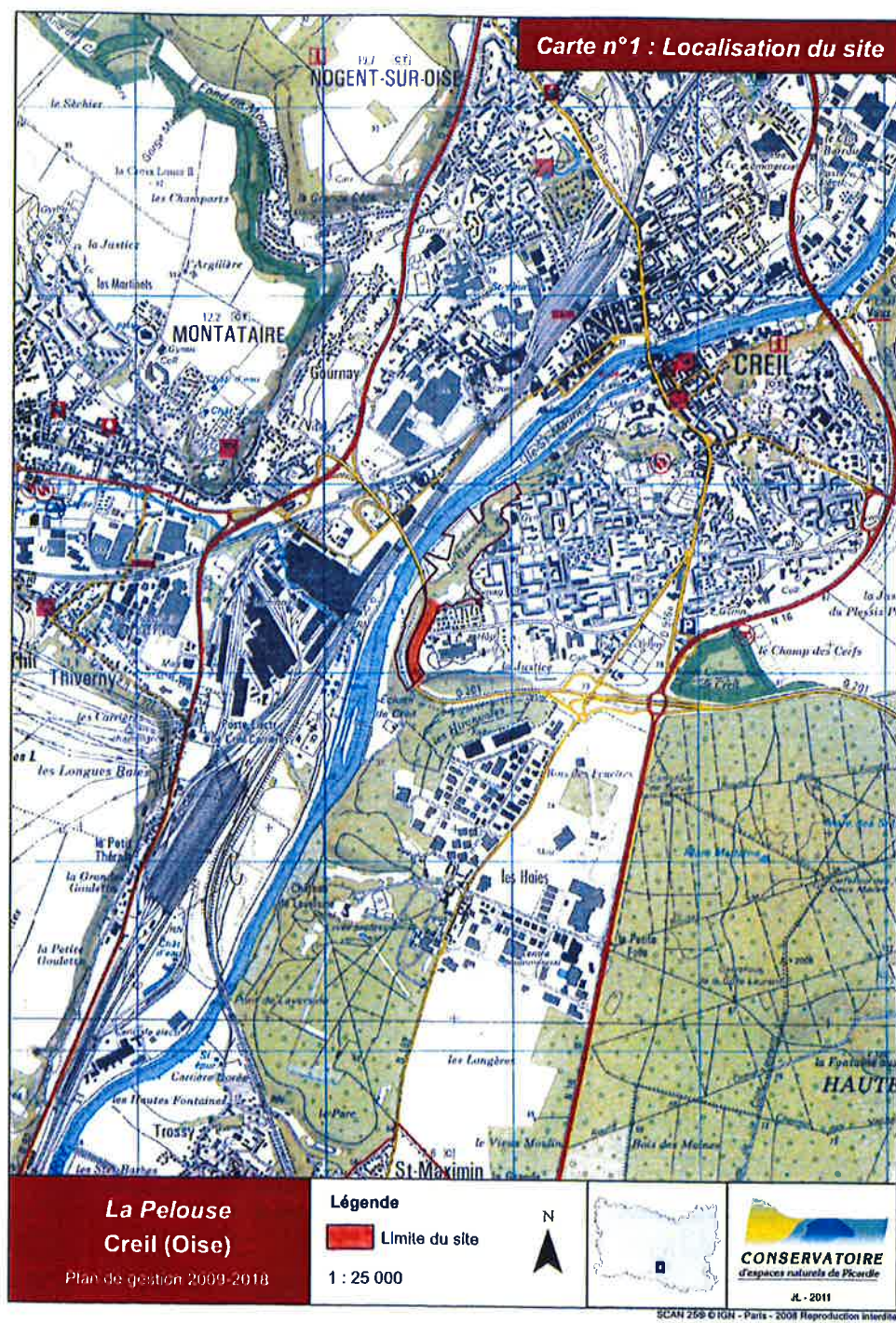
Autre enjeu stratégique : gérer en amont les projets d'extension de l'hôpital, ou d'autres projets urbains.

#### 6 - Synthèse des enjeux

Il s'agit de la plus belle pelouse à Séslerie bleuâtre du département de l'Oise, l'une des deux le long de la vallée de l'Oise, et l'une des trois de Picardie. Le Conservatoire gère une de ces trois pelouses à Frise, le long de la Vallée de la Somme.

**Décision :** le CA décide-t-il de rechercher la contractualisation avec la commune de Creil et éventuellement d'autres acteurs pour la préservation des pelouses à Séslerie bleuâtre et à Gentiane croisettes des communaux de Creil ?







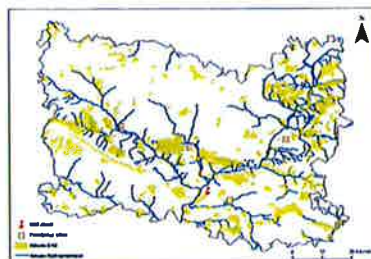
VMU12

Les champs aux cerfs



ID

Surface : 2  
Altitude :  
Entité paysagère :  
VALOIS MULTIEN  
Canton(s) concerné(s) :  
CREIL  
Commune(s) concernée(s) :  
CREIL



#### Inscription à inventaire, statut de protection :

Parc Naturel Régional Oise-Pays de France, Site Inscrit Oise 29,  
ZICO PE 09.

#### Valeur patrimoniale

- ☐ Intérêt pour la Faune
- ☐ Intérêt pour la Flore
- ☐ Intérêt pour les Milieux naturels
- ☐ Intérêt pour le Paysage

#### Vocation proposée

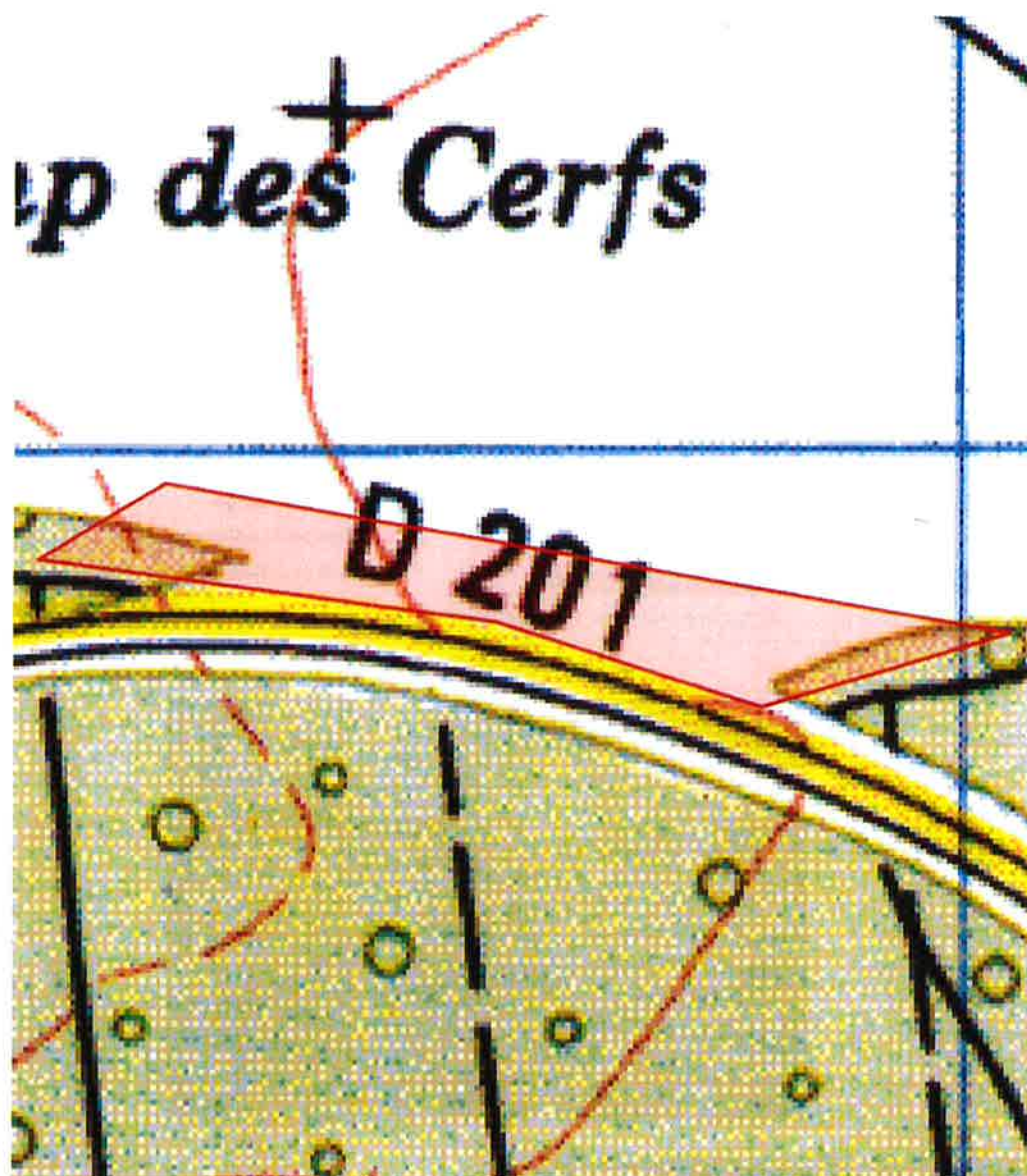


#### Présentation de l'Espace Naturel Sensible (ENS)

Informations disponibles auprès de l'ONF

ENS 60 - Les champs aux cerfs  
Mise à jour le 01/06/2002





 Délimitation de l'ENS

0 50 100 m



**Description et intérêt de l'Espace Naturel Sensible**

**DESCRIPTION ECOLOGIQUE**

**Composition**

Milieux naturels dominants

Espèces végétales remarquables

Espèces animales remarquables

**Organisation, fonctionnement et état de conservation**

Agencement et connexion des milieux dans le site

Connexion avec l'extérieur, réseau de milieux similaires

Etat de conservation et fragilité du site

**DESCRIPTION PAYSAGERE**

**DESCRIPTION SOCIALE**



ENS 00 Les champs aux cerfs  
Mise à jour le 01/06/2002



Realisation Biodrop - 2007

## Usage et gestion de l'Espace Naturel Sensible

### Principaux usages et activités sur le site

### Principales activités aux alentours

### Fréquentation

### Réglementations diverses

### Foncier

### Présence de bâtiments

### Gestion et valorisation actuelles

### Dégradation et menaces

## Historique et piste d'actions

### Date d'intégration

### Plates d'actions

### Etat d'avancement

### Maître d'ouvrage choisi

ENS 60 : Les champs aux cerfs  
Mise à jour le 01/06/2002



Réalisation Biodape - 2007



GENS09

Massif forestier d'Halatte



ID

Surface : 8066

Altitude :

Entité paysagère :

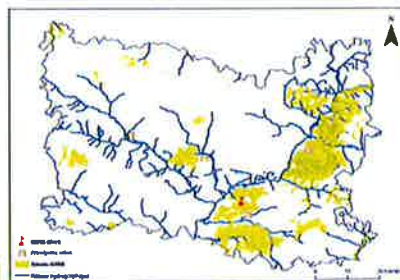
VALLEE DE L'OISE, VALOIS MULTIEN.

Canton(s) concerné(s) :

Chantilly, Creil, Pont-Sainte-Maxence, Senlis

Commune(s) concernée(s) :

APREMONT, AUMONT-EN-HALATTE, BEAUREPAIRE, CHAMANT, CHANTILLY, COURTEUIL, CREIL, FLEURINES, GOUVIEUX, OGNON, PONTPOINT, PONT-SAINT-MAXENCE, ROBERVAL, SAINT-MAXIMIN, SENLIS, VERNEUIL-EN-



#### Inscription à Inventaire, statut de protection :

Natura 2000 - ZPS, Natura 2000 - ZSC, Parc Naturel Régional, ZICO, ZNIEFF I, ZNIEFF II.

#### Valeur patrimoniale

- ☐ Intérêt pour la Faune
- ☐ Intérêt pour la Flore
- ☐ Intérêt pour les Milieux naturels
- ☐ Intérêt pour le Paysage

#### Vocation proposée



#### Présentation du Grand Ensemble Naturel Sensible (GENS)

Le massif forestier d'Halatte s'étend en rive gauche de l'Oise, sur la bordure septentrionale du plateau du Valois. Ce dernier est sous-tendu par la plate-forme du calcaire lutétien, que surplombent plusieurs buttes résiduelles (Monts pagnotte, Alta, de Saint Christophe...). Ces buttes constituent autant d'îlots de diversité à la fois géomorphologique et biologique.

GENS 60 - Massif forestier d'Halatte  
Mise à jour 10





 Délimitation du GENS

0 1 860 3 720 m



GENS 60 - Massif forestier d'Halatte  
Mise à jour le



Réalisation Biscopie - 2005

### DESCRIPTION ECOLOGIQUE

### Composition

### Milieux naturels dominants

Les milieux naturels les plus intéressants sont les suivants : la chênaie-charmale acido-clicole du *Lonicero periclymenifolium*-*Fagetum petraeae* (type subatlantique méridional) ; la chênaie-charmale à *Jacinthe* du *Hyacinthinoides non-scriptae*-*Fagetum sylvaticae* (type subatlantique méridional à *Tilia cordata*) ; la chênaie-hêtraie du *Fago sylvaticae*-*Quercetum petraeae* (type subatlantique méridional) ; le hêtraie calcicole de l'*Hordeum europaeum*-*Fagetum sylvaticae* (type subatlantique méridional) ; la fénéale à *Laiche* espacée du *Carici remotae*-*Fraxinetum excelsioris* ; les groupements herbacés humides nitrophiles de l'*Aegopodium podagrariae* et de l'*Alliarion petiolatae* ; les groupements sur sables (notamment le *Crossulo liliaceo*-*Aphanetum inexpectatae*) ; les pelouses calcicoles du *Festuco lemni*-*Anthyridetum vulnerariae* ; les lisères calcicoles du *Geranion sanguinale*...

**Habitats inscrits à la Directive Habitats :** Hêtrales du *Asperulo-Fagetum* ; Landes sèches européennes ; Hêtrales acidophiles atlantiques à sous-bois à liex et parfois à *Taxus* (*Quercus robur* parfois en lisière) ; *Ericetum* ; Pelouses sèches semi-naturelles et faibles d'embroussaillage des pentes (Cistaceo-*Brometalia*/Fétide d'eschétisme).

### Espèces végétales remarquables

La flore comprend, entre autres, les taxons rares et/ou menacés suivants :  
 l'exceptionnelle Osmonde royale (*Osmonda regalis*) ; l'Ophlogosse vulgaire (*Ophloglossum vulgatum*) ; le Limodora à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*\*) ; l'Orge des bols (*Hordeium europaeum*), particulièrement rare ; le très rare Doronic à feuilles de plantain (*Doronicum plantaginifolium*) ; le Sceau de Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*) et l'Œil-fidèle (*Isis foetidisalma*), sur les bords calcaires thermophiles ; la Belladone (*Atropa bella-donna*), dans les coupes sur calcaire ; la Véronique en épis (*Veronica spicata*) et la Filipendule à six pétales (*Filipendula vulgaris*), sur les sables calcaires ; l'Épilave d'Allemagne (*Stachys germanica*) ; la très rare Mélisse penchée (*Melissa nutans*) ; la Scilla à deux feuilles (*Scilla bifolia*) ; le Maienthaïne à deux feuilles (*Melanthium bifolium*) ; la Laiche des sables (*Carex arenaria*) et la minuscule Mousses fleurie (*Crassula tillea*), sur les sables nus ; la Laiche maigre (*Carex strigosus*) et la Laiche des lièvres (*Carex ovalis*) ; le très rare *Corydalis solide* (*Corydalis solida*) ; l'Anémone fausse renoncule (*Anemone ranunculoides*), dans les milieux frais...

### Espèces animales remarquables

>> Invertébrés : Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) ; Ecaille chinoise (*Callimorpha quadripunctaria*)\*

22 Mammifères : Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) - Résidente, Hivernage

>> Oiseaux : Alouette lulu (*Lulus arborea*) - Reproduction ; Balzard pêcheur (*Pandion haliaetus*) - Etape migratoire ; Blongios nain (*Icthyophaga minuscus*) - Reproduction ; Bonfraise apivore (*Perisoreus canadensis*) - Reproduction ; Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) - Reproduction. Hiverneage ; Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*) - Etape migratoire ; Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*) - Reproduction ; Gue cendrée (*Grus grus*) - Etape migratoire ; Martin-pêcheur d'Europe (*Alcedo atthis*) - Reproduction ; Pic mer (*Dendrocopos medius*) - Reproduction ; Pic noir (*Dryocopus marilus*) - Reproduction ; Pie-gifêche écorcheur (*Lanius collurio*) - Reproduction.

### Organisation, fonctionnement et état de conservation

### Agencement et connexion des milieux dans le site

### Connexion avec l'extérieur, réseau de milieux similaires

### Etat de conservation et fragilité du site

**DESCRIPTION PAYSAGERE**

### DESCRIPTION SOCIALE



## **Usage et gestion du Grand Ensemble Naturel Sensible**

### **Principaux usages et activités sur le site**

#### **Principales activités aux alentours**

#### **Fréquentation**

#### **Réglementations diverses**

#### **Foncier**

#### **Présence de bâtiments**

#### **Gestion et valorisation actuelles**

#### **Dégradation et menaces**

## **Historique et piste d'actions**

### **Date d'intégration**

### **Pistes d'actions**

#### **Etat d'avancement**

#### **Maître d'ouvrage choisi**

GENS 00 - Massif forestier d'Hailatte  
Mise à jour le



Realisation Biotopie - 2007

**PLU DE CREIL – DOSSIER ARRET DU PROJET**  
**PIECE N° 5 – ANNEXES**

---

## **ANNEXES**

---

- **Plan de zonage et schéma d'assainissement**
- **Règlement de services des déchets ménagers**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

060-246000111-20120207-11ADEP001A1-CC

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2012

Publication : 09/03/2012

## REGLEMENT DE SERVICE DES DECHETS MENAGERS

11 ADEP 001 - A1



Une agglomération forte pour un territoire solidaire

## COLLECTE DES DECHETS MENAGERS

Adopté par le Conseil Communautaire du 2 décembre 2010  
modifié par arrêté du Président n° 11ADEP002



**ARRETE N° 11ADEP001 MODIFIE PAR L'ARRETE N° 11ADEP002 REGLEMENT DE  
COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.**

**LE PRESIDENT**

**VU les textes réglementaires suivants :**

- Directive CEE 75/442 du 15 juillet 1975 modifiée par la circulaire CEE 91/156 du 18 mars 1991, portant notamment sur la définition, l'élimination et la valorisation des déchets.
- Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 541-1 à L.541-46 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Articles L.2224-13 à L.2224-17 du Code général des collectivités territoriales
- Articles 5214-16-1 du C.G.C.T.
- Article 5215-20-1 du C.G.C.T.
- Décret n° 92377 du 1<sup>er</sup> avril 1992 portant application pour les déchets résultant de l'abandon des emballages de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Loi du 13 juillet 1992 relative aux déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages.
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- Circulaire n° 95-330 du 13 avril 1995 relative à la mise en application du décret n° 94609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.



## ARRETE

### ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT ARRETE

Le présent règlement fixe à l'intérieur du périmètre de ramassage des déchets ménagers, les conditions selon lesquelles, la Communauté de l'Agglomération Creilloise (C.A.C.) assure l'enlèvement des déchets et leur élimination.

### ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toute personne, physique ou morale, occupant une propriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire, ainsi qu'à toutes personnes itinérantes séjournant sur le territoire de la Communauté de l'Agglomération Creilloise.

Pour l'élimination de l'ensemble des déchets ménagers, définis à l'article 3 et des déchets non ménagers définis à l'article 4.

Les ménages disposent des services de la collecte tels que définis aux articles :

- 6. Collectes sélectives
- 6.1. Collecte de déchets verts
- 7. Collecte des ordures ménagères
- 7.2.2. Collecte en Points d'apport volontaire (Verre, Emballage, JRM)
- 9. Collecte d'encombrants

Les services de collecte définis aux articles 6 à 9 sont assurés par la Communauté de l'Agglomération Creilloise, et ses prestataires privés compétents en matière d'enlèvement des ordures ménagères conformément à l'article 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur les communes suivantes :

CREIL, MONTATAIRE, NOGENT SUR OISE, VILLERS SAINT PAUL

### ARTICLE 3. DEFINITION DES DECHETS MENAGERS

#### 3-1. Ordures ménagères

Sont considérés comme ordures ménagères tous les déchets qui proviennent de la préparation des aliments et du nettoyage des habitations et bureaux, les balayures et résidus divers.

##### 3-1.1. On entend par déchets recyclables

-les emballages : les bouteilles transparentes en plastique, eau, jus de fruit, soda, ..., les bouteilles en plastique opaque d'adoucissant, de lessive, de liquide lave-vaisselle, de javel, de lait ..., les boîtes et emballages en carton, les briques alimentaires, les boîtes en métal de conserves, les canettes de boisson et barquettes en aluminium et les aérosols non toxiques ....etc.

-Les papiers : les journaux, les papiers de bureau, les prospectus, les magazines.

##### 3.1.2. Les déchets non recyclables (résiduels ou ultimes)

Sont ceux qui n'entrent pas dans le cadre des catégories ci-dessus.

### **3-2. Autres déchets ménagers banals**

Il s'agit des déchets non dangereux liés à une activité domestique occasionnelle des ménages.

#### **3-2-1. Les encombrants ménagers**

Il s'agit des déchets qui, en raison de leur poids ou de leur volume, ne peuvent être pris en compte par la collecte régulière des ordures ménagères. Ces déchets sont collectés par apport volontaire en déchèterie ou, une fois par mois. (Voir annexe 3).

#### **3-2-2. Les gravats**

Il s'agit de déchets inertes des ménages ne pouvant être pris en compte par la collecte traditionnelle des ordures ménagères. Ils sont acceptés par apport volontaire en déchèterie.

#### **3-2-3. Les déchets verts**

Il s'agit des déchets des ménages issus de l'entretien des cours et jardins (tonte de gazon, tailles, feuilles mortes ...). Ces déchets ne sont pas pris en compte par la collecte traditionnelle des ordures ménagères. Ils sont acceptés en collecte au porte à porte pour des petits volumes en sac ou en fagot ficelé à la ficelle (fil de fer et plastique interdits) de 1 mètre de long et 0,50 m de diamètre maximum. Les troncs ne dépasseront pas 5 cm de diamètre maximal.

Pour les maisons de ville ne disposant pas de cours ou jardin sur rue, des sacs jetables en papiers remplaceront les sacs en plastique réutilisables. Le nombre de sacs sera défini par le service en fonction de la surface de jardin.

Ils sont également collectés par apport volontaire en déchèterie.

#### **3-2-4. Les cartons**

La collecte des cartons est effectuée en apport volontaire sur les déchèteries ou en porte à porte

#### **3-2-5. Le verre**

La collecte des verres est effectuée en apport volontaire dans des colonnes réparties sur le territoire de la Communauté de l'Agglomération Creilloise et dans les déchèteries en vue d'une valorisation.

### **3-3. Les déchets toxiques en quantité dispersée (D.T.Q.D.)**

Il s'agit de déchets produits occasionnellement par les ménages, présentant un caractère dommageable pour les personnes ou pour l'environnement (toxique, inflammable, ...) et qui ne peuvent être éliminés dans les mêmes conditions que les déchets banals. Ces déchets sont collectés par apport volontaire dans les déchèteries équipées de locaux spécifiques.

## **ARTICLE 4. LES DECHETS NON MENAGERS**

Les déchets non ménagers sont pris en charge par la Communauté de l'Agglomération Creilloise dans le cadre de l'article 8 du présent règlement et de conventions financières passées avec les producteurs.

## **ARTICLE 5. AUTRES DEFINITIONS**

### **5-1. Les déchèteries**

Ce sont des équipements de collecte, par apport volontaire, des déchets ménagers autres que ceux pris en charge par la collecte des ordures ménagères. Les déchèteries contribuent au recyclage de certaines matières et à la disparition de dépôts sauvages.

## **5-2. L'Unité de Valorisation Energétique**

Cet équipement sert de transfert aux déchets collectés par les services de la Communauté de l'Agglomération Creilloise et d'autres prestataires privés.

## **5-3. Le centre de valorisation**

Cet équipement est destiné à la valorisation des produits de la collecte sélective en porte à porte ou en apport volontaire.

# **ARTICLE 6. COLLECTE SELECTIVE.**

## **6-1. La collecte sélective en porte à porte de la fraction recyclable des ordures ménagères**

Il s'agit de la collecte des matériaux définis à l'article 3.1.1. (Emballages et papiers) sur les secteurs équipés en collecte sélective sur l'ensemble du territoire.

Elle s'effectue dans des conteneurs spécifiques pour la collecte sélective pour l'habitat pavillonnaire et l'habitat collectif.

Dans certaines habitations individuelles définies par la C.A.C., et notamment les maisons de ville ne disposant pas de lieu de stockage, 52 sacs bleus par an et par habitation sont distribués pour la collecte des emballages et des journaux magazines.

Les déchets doivent être déposés en vrac dans les bacs ou les sacs pour la collecte sélective spécifiques par flux :

Bac à cuve grise et couvercle bleu pour les revues, journaux, magazines (JRM)

Bac à cuve grise et couvercle jaune pour les Emballages (corps creux)

Sac jaune pour les emballages

Sacs bleus pour les journaux – revues – magazines

## **6-2. La collecte en porte à porte des déchets verts.**

Il s'agit de la collecte des matériaux définis à l'article 3.2.3. (déchets verts). Elle est effectuée par sacs mis à disposition par la C.A.C., sur l'ensemble des habitations individuelles.

Ces déchets doivent être déposés en vrac dans les sacs réservés à cet effet ou en fagot ficelé de 1m de longueur au maximum et 0,50 m de diamètre (avec des troncs de 5 cm maximum). Si d'autres récipients sont présentés en même temps ils ne seront pas collectés.

Les habitations individuelles ayant bénéficié de composteurs dans le cadre d'opérations organisées par les communes ou l'agglomération ne seront pas desservies en sacs de collecte des déchets verts, ceux-ci devant alimenter les composteurs.

Les habitations individuelles qui procèdent au compostage par ailleurs peuvent se faire connaître afin de ne pas être desservies en sacs de déchets verts.

### **6-3. La collecte sélective par apport volontaire du verre, emballage et journaux – revues – magazines :**

Des conteneurs de récupération du verre sont placés sur le domaine public à la disposition des usagers. L'ensemble des points de collecte est arrêté par la Communauté de l'Agglomération Creilloise en relation avec les villes. Les colonnes sont vidées avec une fréquence variable en fonction du taux de remplissage.

Des conteneurs enterrés de récupération (Tous déchets) sont placés sur le domaine public à la disposition des usagers. L'ensemble des points de collecte est arrêté par la Communauté de l'Agglomération Creilloise en relation avec les villes. Les colonnes sont vidées avec une fréquence variable en fonction du taux de remplissage. Aucun ramassage en porte à porte n'est effectué, à l'exception des objets encombrants, pour les habitations desservies par ces conteneurs.

## **ARTICLE 7. COLLECTE DE LA FRACTION NON RECYCLABLE DES ORDURES MENAGERES**

### **7-1. Les déchets autorisés**

Seule est autorisée à la collecte des ordures ménagères ou non ménagères définies à l'article 4, la fraction définie par l'article 3-1.2.

Les déchets ménagers présentés au service de collecte ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritiques, ou d'altérer les récipients, de blesser le public et les préposés chargés de l'enlèvement et du tri des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement.

Tous les autres déchets ne sont pas admis pour cette collecte traditionnelle en mélange suivant le détail ci-après :

**Notamment, il est interdit de déverser dans les conteneurs à déchets ménagers :**

- les emballages, les papiers (journaux, revues, magazines)
- les déblais, gravats, décombres et débris provenant des travaux publics,
- les déchets contaminés provenant des hôpitaux ou cliniques,
- les déchets issus d'abattoirs
- les D3E (Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques)
- tous liquides et pulvérulents
- les objets, métaux, plastique ou autres, même incinérables dont la plus grande dimension dépasse 80 centimètres,
- les objets métalliques, autres que les emballages de produits alimentaires vendus au détail,
- toutes les bouteilles, ou bonbonnes de gaz, même préalablement vidées,
- les déchets de l'artisanat : plâtres, peintures, solvants, revêtements de sols ou muraux, etc.
- les pneumatiques de véhicules automobiles
- les huiles de vidanges et graisses
- les huiles alimentaires
- tous les produits des industries chimiques ou autres
- les produits pharmaceutiques – les déchets de soins à risques infectieux des professions de santé ou des particuliers, tels que les aiguilles, seringues, pansements etc ....



- les déchets anatomiques et infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés.
- les verres –les batteries, les piles
- les déchets verts, issus des jardins privés ou publics ainsi que tout produit toxique, défini comme suit :
- les déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif,

## **7-2. Les modalités de collecte**

### **7-2-1. Porte à Porte**

Les ordures ménagères sont collectées en porte à porte exclusivement dans des contenants appelés conteneurs, mis à disposition par la Communauté de l'Agglomération Creilloise dans les secteurs équipés en collecte sélective avec des conteneurs adaptés :

Bac à cuve grise et couvercle gris

Toutes les ordures ménagères présentées dans d'autres récipients, sacs plastiques ou en vrac ne sont pas collectées, car ne relevant pas de l'exécution normale du service. Les conteneurs mis à disposition des usagers sont rattachés au bâtiment et restent en place en cas de changement de propriétaire ou de locataire. Les usagers sont les gardiens juridiques des conteneurs mis à leur disposition.

En cas d'interruption exceptionnelle du service, des sacs en plastique du commerce prévus pour cet usage pourront être utilisés par les usagers pour accroître leur capacité de stockage. Les modèles donnés à titre publicitaire par les commerçants sont interdits.

### **7-2-2. Apport Volontaire**

Des conteneurs de récupération sont placés sur le domaine public à la disposition des usagers. L'ensemble des points de collecte est arrêté par la Communauté de l'Agglomération Creilloise en relation avec les villes. Les colonnes sont vidées avec une fréquence variable en fonction du taux de remplissage.

## **ARTICLE 8. COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DES PROFESSIONNELS**

### **8-1. Objet**

Le présent article fixe les conditions d'établissement de la redevance pour l'enlèvement des déchets industriels banals des professionnels pouvant être collectés avec les ordures ménagères. Il s'applique aux professionnels demandant la prise en charge d'un volume supérieur à 660 l par semaine de déchets à incinérer.

### **8-2. Principe**

La redevance spéciale est obligatoire depuis l'adoption de la loi du 13 juillet 1992 sur l'élimination des déchets et les installations classées modifiant les dispositions de l'article L. 2333-78 du CGCT à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Il résulte de ces textes que toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions de cette loi dans des conditions propres à éviter leurs effets nocifs pour l'homme et son environnement.

Il revient au professionnel n'utilisant pas le service public d'élimination et traitement des déchets d'apporter la preuve qu'il élimine ses déchets de manière à respecter la loi.

La redevance spéciale a été adoptée par délibération du Conseil Communautaire de la CAC en date du 29 septembre 2011.

La redevance spéciale est mise en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 sur les quatre communes de la CAC : Creil, Montataire, Nogent sur Oise et Villers Saint Paul.

### 8-3. Organisation du service :

- La CAC met à disposition du bénéficiaire les bacs nécessaires à la collecte des déchets tels que prévus dans la convention spécifique.
- La CAC fixe les jours des collectes en fonction de ses propres tournées de ramassage.
- La CAC assure la collecte du tri sélectif et celle du carton dans les conditions définies au présent règlement
- Seuls les conteneurs remis par la CAC sont collectés. Ceux-ci sont reconnaissables au moyen d'une gravure spécifique sur leur couvercle.

### 8-4. La redevance

Le tarif de base pour l'année 2011 est le suivant, conformément à la délibération du 29 septembre 2011:

- Premier bac de 660 L de déchets ménagers : 813 €
- Bac supplémentaire de 660 L : 1 626 €

Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le prix sera révisé par la CAC en application de la formule suivante conformément à la délibération du 29 septembre 2011 :

$$Pr = Po \times \left[ 0,66 \left( \frac{Tn}{To} \right) + 0,33 \left( \left( 0,60 \frac{ICM02n}{ICM02o} \right) + \left( 0,25 \frac{FSD1n}{FSD1o} \right) + \left( 0,15 \frac{1870Tn}{1870To} \right) \right) \right]$$

Pr = prix révisé chaque année

Po = tarif 2011

To = prix à la tonne de l'incinération facturé par le SMVO à ses collectivités en 2011 (TTC + TGAP)

ICM02 est l'indice « coût de la main d'œuvre de la collecte des ordures ménagères y compris les charges salariales, des salaires des activités du déchet et du nettoyage », publié par l'INSEE.

FSD1 est l'indice « Frais et service divers », publié par l'INSEE.

1870 T est l'indice « prix du gazole », publié par l'INSEE

L'indice « o » est l'indice de janvier 2011.

L'indice « n » utilisé pour l'année en cours est l'indice de janvier de l'année en cours.

La facturation sera annuelle.

### 8-5. Pénalités

Une pénalité de 500 € sera appliquée en cas de non respect du présent règlement conformément à la délibération du 29 septembre 2011.

Cette pénalité sera due sur simple constat par un agent du service des déchets de la CAC, notifié à l'intéressé en courrier avec accusé de réception. Le bénéficiaire disposera d'un délai de 2 semaines à compter de la réception du courrier pour faire valoir ses observations, délai au-delà duquel un titre de recette sera émis à l'encontre du bénéficiaire. La CAC se réserve la possibilité de ne pas donner de suite favorable aux observations ainsi émises (Cf : article 17).

#### **8-6. Modification des tarifs**

Toute modification de tarif ou de formule de révision pourra être effective par voie de délibération du Conseil Communautaire de la CAC. Elle sera alors notifiée par courrier simple à l'intéressé au plus tard le 31 octobre de l'année précédant l'année d'application.

#### **ARTICLE 9.COLLECTE : obligations et prescriptions**

##### **9-1. Présentation des conteneurs et sacs à la collecte**

Ils doivent être présentés la veille de la collecte à partir de 19h00.

Les conteneurs seront refusés lors de la collecte :

- si les conteneurs sont en surcharge volumique ou massique.
- si les conteneurs sont compactés mécaniquement.
- si les conteneurs ne sont pas compatibles avec le système de relevage des bennes.
- si des matériaux non triés se retrouvent dans les conteneurs de collecte sélective
- si les conteneurs contiennent des objets devant être apportés en déchetteries, en apport volontaire ou qui doivent faire l'objet d'un traitement spécifique. La collecte reprendra lorsque le contenu du conteneur sera conforme à la réglementation. Pour déclencher une action de communication, ces conteneurs peuvent être fermés par un ruban adhésif.

Pour la collecte des déchets verts il faut que les sacs soient conformes.

#### **Remarque :**

- Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères non recyclables doivent être mises dans des sacs fermés avant d'être déposées dans les conteneurs.
- Il est interdit de déposer dans les conteneurs des déchets liquides, des cendres chaudes ainsi que tout déchet ayant un pouvoir corrosif ou susceptible d'exploser ou d'enflammer son contenu, ainsi que les produits infectieux.
- Tout objet coupant, piquant (ampoule brisée, couteau...) sera enveloppé avant d'être mis dans le conteneur de manière à éviter tout accident.

Conformément aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental, les conteneurs doivent être déposés préalablement sur le domaine public à l'heure de collecte et enlevés le plus rapidement possible après le passage du véhicule de collecte. Ces opérations sont effectuées sous la responsabilité des usagers qui détiennent la garde juridique des conteneurs.

En aucun cas le conteneur ne peut rester en permanence sur le domaine public, à l'exception des conteneurs de proximité et de regroupement. Ces bacs ne doivent présenter aucun danger pour les usagers ; ils doivent en particulier être immobilisés par un système approprié.

##### **9.2 Les dépôts sauvages**

Tout déchet retrouvé sur la voie publique pourra faire l'objet d'une recherche d'adresse en présence ou non de la police ou de la gendarmerie. Les contrevenants se verront adresser un courrier et les dossiers seront transmis aux services municipaux disposant du pouvoir de police.

##### **9-3. Le calendrier et les horaires de collecte**

Les collectes ne sont pas effectuées le Samedi, le dimanche ainsi que le 1 janvier, 1 mai et 25 décembre. Les autres jours fériés et jours de semaine sont collectés. Le début de la collecte est fixé



à 5h00 du matin

En cas de force majeure ou variation saisonnière, le service se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires des collectes. L'utilisateur en est alors informé par la collectivité responsable du service.

#### **ARTICLE 10. COLLECTE DES ENCOMBRANTS MENAGERS.**

Il s'agit de la collecte des objets volumineux en porte à porte une fois par mois dans chaque ville de l'agglomération. Les encombrants devront être présentés sur le Domaine Public la veille à partir de 19h00 (objets concernés définis dans l'annexe 2).

#### **ARTICLE 11. ACTIONS DE COMMUNICATION DE PROXIMITE ASSOCIEES**

Afin de favoriser la compréhension et les gestes liés au tri des déchets, la Communauté de l'Agglomération Creilloise est dotée d'une unité de communication de proximité. Les agents de cette unité ont développé des outils spécifiques pour, au travers de nombreuses actions de sensibilisation ou d'animation, toucher le maximum d'utilisateurs de l'agglomération par des actions de communication au pied HLM ou des sessions d'information dans les écoles et sur demande.

En cas de non conformité des produits déposés dans les différents conteneurs, une personne du service déchet, ne manquera pas de relever les adresses, afin de pouvoir rencontrer et informer directement les habitants.

Lors des visites effectuées chez les particuliers, les agents de l'unité de communication de proximité seront obligatoirement munis d'une carte de fonction nominative délivrée par la Communauté de l'Agglomération Creilloise.

#### **ARTICLE 12. ATTRIBUTION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES CONTENEURS ET SACS POUR LA COLLECTE SELECTIVE ET DECHETS VEGETAUX**

##### **12-1. Attribution**

La Communauté de l'Agglomération Creilloise met à la disposition des utilisateurs les conteneurs mentionnés ci-dessous.

##### **12-1.1. Pour la collecte des ordures ménagères et emballages**

La Communauté de l'Agglomération Creilloise met à disposition pour la première dotation de la collecte sélective, selon le volume à attribuer :

- Des conteneurs spécifiques pour la collecte sélective.
- Des conteneurs spécifiques pour la collecte des ordures ménagères résiduelles.

Une annexe au présent règlement définit le volume de conteneurs à attribuer lors de la dotation, ainsi que la taille des conteneurs.

La Communauté de l'Agglomération Creilloise se réserve le droit de définir la première dotation au cas par cas.

##### **12-1.2. pour la collecte des déchets verts**

- Des sacs sont distribués et devront être présentés à la collecte.

## **12-2. Dotation supplémentaire en conteneurs**

Tout usager qui juge que ses besoins pour les déchets ménagers ne sont pas satisfaits par les règles d'attribution de conteneurs et sacs définies par la grille de dotation, peut acheter un conteneur supplémentaire auprès du fournisseur agréé par la Communauté de l'Agglomération Creilloise. Les commandes devront être visées par les services de la Communauté de l'Agglomération Creilloise afin de garantir la compatibilité des bacs avec les matériels remis par le service. Tout contenant d'une nature différente présenté à la collecte sera refusé.

## **12-3. Lavage**

Le lavage des conteneurs reste à la charge des usagers. Ils doivent être maintenus en parfait état de propreté.

## **12-4. Maintenance**

Par maintenance il est entendu :

- Réparation du conteneur (couvercle, axe, roues)
- Remplacement en cas de vol ou détérioration de la cuve

Aucune surcharge volumique ou massique des conteneurs due ou non à un compactage mécanique n'est autorisée pour permettre à la collecte d'être effectuée sans endommager ni le récipient, ni le matériel de collecte.

La Communauté de l'Agglomération Creilloise se dégage de toute responsabilité en cas de détérioration des conteneurs due à une action non conforme à la présente réglementation, ou en cas de surcharge ou compactage du conteneur. En cas de non respect de ces règles, le remplacement du ou des conteneurs sera à la charge de l'utilisateur dans les conditions définies en annexe au présent règlement.

La Communauté de l'Agglomération Creilloise assure la maintenance des conteneurs sur simple appel téléphonique.

Les conteneurs cassés par le service de collecte seront remplacés gratuitement par la Communauté de l'Agglomération Creilloise. En cas de vol, une attestation de vol délivrée par les services de gendarmerie ou de police devra être fournie à la Communauté de l'Agglomération Creilloise par l'usager. Les services de la Communauté de l'Agglomération Creilloise se réservent le droit de contrôler le fondement de la demande. Le remplacement sera à la charge de l'usager à partir du deuxième vol déclaré au cours de la même année, selon les modalités définies en annexe au présent règlement. Dans le cas où l'usager retrouve son conteneur, il devra le signaler à la Communauté de l'Agglomération Creilloise.

## **12-5. Propriété**

Les conteneurs sont la propriété de la Communauté de l'Agglomération Creilloise. Les usagers ont la garde juridique de ceux mis à leur disposition, à l'exception des conteneurs implantés sur le domaine public (conteneurs de proximité et conteneurs d'apport volontaire).

Pour les habitations individuelles :

Dans le cas où il est constaté par le service de collecte que la capacité des conteneurs en place est supérieure à la dotation de base, la Communauté de l'Agglomération Creilloise est autorisée, après courrier adressé à l'usager, à récupérer lesdits récipients et à laisser en place une dotation adaptée.

#### **12-6 Prêt de conteneurs**

La Communauté de l'Agglomération Creilloise peut mettre à disposition des conteneurs de gros volume (660 l) pour des fêtes et manifestations diverses organisées sur la Communauté de l'Agglomération Creilloise. Les modalités du prêt sont définies à l'annexe 6 au présent arrêté.

### **ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES JURIDIQUES ET TECHNIQUES DES VOIES POUVANT LIVRER PASSAGE AUX VEHICULES DE COLLECTE.**

#### **13-1 Conditions Juridiques**

##### **13-1-1 Domaine Public**

Ouvert à la circulation des véhicules de collecte.

- La collecte est effectuée sur présentation des conteneurs sur le Domaine Public.

##### **13-1-2 Domaine Privé**

- Non ouvert à la circulation des véhicules de collecte.
- La collecte est effectuée en un lieu de regroupement des conteneurs en limite du Domaine Public accessible.
- La collecte en domaine privé est possible par dérogation si les conditions techniques définies ci-après sont respectées, et dans les conditions définies dans une convention qui devra être signé spécifiquement entre la collectivité assurant le service et le ou les propriétaires.

#### **13-2 Conditions techniques**

##### **13-2-1**

Dans le cas où les caractéristiques techniques de circulation ne seraient pas satisfaisantes et mettraient en cause la sécurité des personnes et des biens, les conteneurs seraient présentés en un lieu de regroupement en limite du Domaine Public accessible n'entraînant pas de contraintes de manœuvre.

##### **13-2 2**

Pour les constructions nouvelles, les voies devant livrer passage aux véhicules de collecte devront avoir des caractéristiques qui seront validées par le service de collecte telles que définies à l'annexe 3 au présent règlement.

### **ARTICLE 14. LOCAUX DE STOCKAGE.**

#### **14.1 Caractéristiques Techniques**

Les locaux de stockage devront répondre aux caractéristiques telles que définies à l'annexe 4 du présent règlement.

#### **14.2. Propreté des locaux.**

Les locaux dans lesquels sont entreposés les conteneurs doivent être maintenus en état de propreté constant, désinfectés, dératés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire.

#### ARTICLE 15 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le présent règlement n'abroge en aucune manière les dispositions susceptibles d'être prises par les communes de la Communauté de l'Agglomération Creilloise dans le cadre de la propreté des voies publiques.

Il peut être modifié à tout moment et sans préavis par l'autorité intercommunale pour tout motif tiré de l'intérêt général.

#### ARTICLE 16 : SANCTIONS

Le non-respect des prescriptions définies dans le présent règlement sera passible d'amendes prévues par les textes en vigueur. A ce titre, seuls les maires dans le cadre de leur pouvoir de police sont habilités à appliquer les sanctions prévues aux usagers de la commune concernée.

#### ARTICLE 17 : TARIFICATION DE CERTAINES PRESTATIONS

- En cas d'utilisation des sacs de déchets verts non conforme à l'article 11 le remplacement des sacs de déchets verts sera facturé à l'usager
- En cas d'utilisation des sacs de la collecte sélective non conforme à l'article 11, le remplacement des sacs de collecte sélective sera facturé à l'usager
- En cas de dégradation d'un conteneur liée à une utilisation non conforme à l'article 11, de dégradation volontaire ou d'acte de vandalisme : le conteneur de remplacement sera facturé à l'usager

Préalablement à la demande de paiement, un constat est dressé par un agent de la C.A.C. qui est envoyé par courrier simple à l'usager. Celui-ci dispose d'un délai de huit jours pour apporter une justification. Au-delà de ce délai ou si la justification n'est pas recevable, la C.A.C. procèdera à la facturation par titre de recette.

Les tarifs sont définis par délibération du Conseil Communautaire.

#### ARTICLE 18 : EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Communauté de l'Agglomération Creilloise et publié dans le recueil des actes réglementaires de la Communauté.

Chaque maire peut, dans le cadre de son pouvoir de police, adopter par un arrêté municipal le règlement de collecte.

Le Président de la Communauté de l'Agglomération Creilloise d'une part, les Maires des communes membres d'autre part, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

LE PRESIDENT DE LA CAC



07 FEV 2012

## **ANNEXE 1. AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE DE LEUR ELIMINATION**

### **PRESTATIONS ASSUREES**

#### **ARTICLE 1. COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET RECYCLABLES**

Ces collectes d'ordures ménagères sont réalisées en continu. Elles sont modulables en fonction de la saison.

**Fréquence** : se fera en C2 (2 fois par semaine) avec un plan de collecte défini au préalable et des jours de collecte remis en début d'année.

-Collecte mécanisée en bacs fermés à couvercle bicolore pour le ramassage des ordures ménagères et des recyclables,

#### **ARTICLE 2. COLLECTE SUPPLEMENTAIRE DES ORDURES MENAGERES**

Une ou plusieurs collectes supplémentaires pourront être demandées par des producteurs sous réserve que les producteurs souscrivent un contrat avec la Communauté de l'Agglomération Creilloise. Toute demande devra être formulée 1 mois avant la date du début des prestations demandées. Les tarifs sont définis par la Communauté de l'Agglomération Creilloise.

#### **ARTICLE 3. COLLECTE DES DECHETS VERTS**

Cette collecte en sacs ou en fagot ficelé spécifiques est effectuée en porte à porte, suivant une fréquence d'une fois par semaine de fin mars au début décembre. Les dates précises de début et de fin de la période de collecte seront communiquées annuellement aux usagers du service. La plage horaire de collecte est comprise entre 5H00 et 13H00, le mercredi pour l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Agglomération Creilloise.

#### **ARTICLE 4. COLLECTE DU VERRE**

Cette collecte est effectuée en apport volontaire réparti sur les quatre villes. Ces apports volontaires sont vidés en fonction de leur niveau et vitesse de remplissage.

#### **ARTICLE 5. COLLECTE DES REVUES, JOURNAUX, MAGAZINES**

Cette collecte est effectuée en bacs et sacs pour la collecte sélective mais peut également être effectuée en apport volontaire par l'usager.

#### **ARTICLE 6. COLLECTE DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX (D.A.S.R.I.)**

Cette collecte de déchets est effectuée par des sociétés privées provenant du secteur professionnel de la santé.

#### **ARTICLE 7. COLLECTE DES ENCOMBRANTS**

Cette collecte concerne les objets encombrants d'origine ménagère. Elle est effectuée en fréquence, 1 fois par mois, dans chaque ville dans la tranche horaire comprise entre 5 h 00 et 14 h 00. En cas de force majeure ou variation saisonnière, le service se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires des collectes.



**ARTICLE 8. COLLECTE DU CARTON**

Cette collecte est effectuée tous les mercredis matins, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour les entreprises ayant passé une convention avec la CAC dans le cadre de la redevance spéciale.



**ANNEXE 2 AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE  
DE LEUR ELIMINATION : définition des encombrants admis à la collecte en porte à porte**

**GROS ELECTROMENAGERS**

Tout le gros électroménager, tel que réfrigérateur, congélateur, lave linge, sèche linge, cuisinière, lave vaisselle, four classique et micro onde, poste de télévision, ne sera pas accepté lors de la collecte des encombrants mais pourra être déposé à la recyclerie de Villers saint Paul ou dans une déchetterie.

**GROS MOBILIERS**

Ces éléments pourront être collectés lors de la collecte des encombrants ou déposés dans les déchetteries de la Communauté de l'Agglomération Creilloise avec un volume maximum de 1 m<sup>3</sup> :

Buffet – vaisselier – éléments de cuisine Armoire – commode Bibliothèque – mobilier de bureau – Table – bureau – banc – Canapé – Lit – Sommier – Matelas – Salon de jardin

**SANITAIRES**

Ces éléments pourront être collectés lors de la collecte des encombrants ou déposés dans les déchetteries de la Communauté de l'Agglomération Creilloise avec un volume maximum de 1 m<sup>3</sup>

Lavabo – Baignoire – Bac à douche – Bidet – Evier – WC ensemble

**DIVERS**

Les éléments suivants ne pourront pas être collectés lors de la collecte des encombrants mais devront être évacués en déchetterie :

- les déblais, gravats, décombres et débris provenant des travaux publics,
- les déchets provenant des établissements artisanaux, industriels et commerciaux,
- les déchets contaminés provenant des hôpitaux ou cliniques, les déchets issus d'abattoirs,
- tous déchets spéciaux qui, en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif, de leur caractère explosif ou d'autres caractéristiques, ne peuvent pas être éliminés par les mêmes voies que les encombrants, sans créer de risques pour les personnes et l'environnement,
- les encombrants qui ne peuvent pas être éliminés sans créer de risques pour le personnel de collecte ou les personnes et l'environnement.
- D3E (Déchets d'Equipeement Electriques et Electroniques)

### ANNEXE 3 AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE DE LEUR ELIMINATION

#### CARACTERISTIQUES DES VOIES POUVANT LIVRER PASSAGE AUX VEHICULES DE COLLECTE POUR LES CONSTRUCTIONS NOUVELLES

##### ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DES VOIES DE DESSERTE

Les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

-Largeur : La largeur libre à la circulation en sens unique doit être au minimum de 3,50 m, hors stationnement ou autres circulations (piétons par exemple) et que l'élégage soit entretenu par les riverains (zone privée) et la commune (zone publique).

-Rayon de courbure : le rayon de courbure ne doit pas être inférieur à 12 m.

-Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 13 tonnes par essieu.

-Pentes : les pentes des voiries doivent restées inférieures à 10 % pour permettre la collecte au porte à porte.

Impasse : une aire de retournement doit être aménagée à l'extrémité et rester libre. Les dimensions de cette aire doivent être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :

Largeur : 2,50 m  
Longueur : 10,00 m  
Hauteur : 4,30 m  
Rayon de braquage : 12,00 m

Le retournement doit pouvoir se faire avec une seule marche arrière de moins de 15,00 m.

Dans le cas d'ensemble de maisons desservies par une voirie présentant des caractéristiques qui ne répondent pas aux prescriptions ci-dessus, ou par une voirie tertiaire uniquement privative ne desservant aucun équipement public et ne participant pas au maillage du quartier, une aire de stockage des ordures ménagères suffisamment aménagée, paysagée et entretenue doit être réalisée en bordure de la voie publique desservie par le service.

##### ARTICLE 2. TRAJET ENTRE LA ZONE DE RAMASSAGE ET L'EMPLACEMENT DE STOCKAGE DES CONTENEURS

Il doit être le plus court possible et doit permettre le déplacement aisé des conteneurs par une seule personne : distance inférieure à 10 m et largeur minimale de 2 m.

Il doit être horizontal de préférence ou, à la rigueur, dans le cas de conteneurs inférieurs à 750 litres, avec des pentes inférieures à 4 %.

Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus.

Dans la mesure du possible, il sera rectiligne. Il ne doit pas comporter des dénivellations supérieures à 3 cm.

## **ANNEXE 4 AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE DE LEUR ELIMINATION**

### **DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES LOCAUX OU EMPLACEMENT POUR LE STOCKAGE, DES DECHETS MENAGERS**

#### **CARACTERISTIQUES DES LOCAUX DE STOCKAGE**

##### **ARTICLE 1. CAS OU LE LOCAL EST A L'EXTERIEUR**

###### **a) Pour un ensemble d'habitation**

Le dimensionnement est lié au nombre de logements desservis par ce local, le volume de production de déchets ménagers à considérer est de 10 litres par habitant et par jour.

- Le rapport des dimensions du local, longueur sur largeur doit être inférieur à 2.
- L'emplacement du local devra être compatible avec les règlements du P.L.U. et recevoir l'accord du service de collecte pour des groupes de plus de 10 logements.
- Le local sera constitué d'un muret ou bardage de 1,40 m minimum de hauteur et muni d'une porte, d'une largeur minimale de 2 mètres.
- Si le local comporte une toiture, un vide périphérique de 0,80 m sera prévu pour l'aération.
- Le sol et les parois intérieures et extérieures du local seront lavables sur toute leur surface, ils seront constitués de matériaux imperméables et imputrescibles.
- Le sol sera aménagé avec un point d'évacuation des eaux usées dans sa partie centrale avec des pentes de 1 %. Le conduit d'évacuation sera muni d'un siphon de sol et raccordé au réseau d'assainissement.
- Le local sera équipé d'un puits d'eau permettant le lavage et la désinfection du local et des contenants. Le nettoyage du local aura lieu aussi souvent que nécessaire.
- Le local sera équipé d'un éclairage.
- Toutes dispositions seront prises pour éviter l'intrusion des rongeurs dans tous les cas et d'insectes dans le cas d'un local comportant une toiture.
- En tout état de cause, il doit pouvoir recevoir les déchets pendant quatre jours consécutifs sans ramassage par les services publics.

##### **ARTICLE 2. CAS OU LE LOCAL EST A L'INTERIEUR DES IMMEUBLES**

Le dimensionnement et l'aménagement du local seront les mêmes que dans le cas d'un local extérieur. De plus le local doit respecter les caractéristiques suivantes :

- L'emplacement du local doit être compatible avec le P.L.U. et recevoir l'accord du service de collecte. -Dans le cas de modification des locaux anciens ne donnant pas lieu à délivrance d'un permis de construire les aménagements de logements ou de locaux commerciaux devront comporter un emplacement pour les contenants. Cet emplacement sera soumis à l'agrément préalable du service de collecte.
- Le local doit être convenablement ventilé. La hauteur sous plafond doit être au minimum de 2,20 m.
- La porte doit être coupe-feu de degré une demi-heure et munie d'une ferme porte automatique.
- Toutes les parois verticales et horizontales devront être coupe-feu de degré une demi-heure constituées de matériaux imperméables et imputrescibles.
- Toutes dispositions sont prises pour éviter l'intrusion de rongeurs et d'insectes.
- Le local ne devra pas pouvoir communiquer avec les locaux affectés à l'habitation, au remisage pour voitures d'enfants, au travail, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.



**CALCUL DE LA DOTATION EN BACS ET DE SURFACE DE  
LOGETTE ORDURES MENAGERES**

**Surface au sol de conteneurs roulants**

Stationnement nécessitant une surface au sol pour la manutention et la circulation.

Bacs de 750 l et 660 l : environ 2,50 m<sup>2</sup>

Bacs de 500 l : environ 2,00 m<sup>2</sup>

Bacs de 240 l et 340 l : environ 1,50 m<sup>2</sup>

**Principales données**

Production d'ordures ménagères par personne et par jour ..... 10 litres

Nombre moyen d'occupant par appartement ..... 3

Fréquence de collecte C2 Deux fois par semaine soit ..... 4 jours de stock

Détermination du nombre de bacs roulants

Volume de conteneurs = nombre d'appartements x 10 x 3 x 4

## **ANNEXE 5 AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE DE LEUR ELIMINATION**

### **MODE OPERATOIRE – Echange ou réparation de bacs**

Ce mode opératoire a pour objet de décrire les différentes étapes à suivre lors d'échange ou de réparation des bacs auprès des usagers :

- Demande par téléphone ou tout autre moyen (courrier, mail, déplacement sur place) auprès de la Communauté de l'Agglomération Creilloise
- Visite du technicien de maintenance
- Décision de prise en charge sur place et validation par signature de l'utilisateur
- Maintenance ou remplacement
- Le cas échéant, facturation à l'utilisateur par titre de recette conformément à l'article 16 du règlement de la collecte

**ANNEXE 6 AU REGLEMENT DE LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN VUE  
DE LEUR ELIMINATION**

**MODE OPERATOIRE – Prêt de conteneur (cf : article 11-6)**

La Communauté de l'Agglomération Creilloise peut mettre à disposition des conteneurs de gros volume (660 l) pour des fêtes et manifestations diverses organisées sur la Communauté de l'Agglomération Creilloise. Les modalités du prêt sont les suivantes :

- Demande par téléphone ou tout autre moyen (courrier, mail, déplacement sur place) auprès de la Communauté de l'Agglomération Creilloise
- Etablissement d'une convention (date du prêt, pour quelle manifestation, contenance du bac, quel type de déchets, prix de la caution en cas de dégradation ...)
- Condition de livraison (l'utilisateur vient chercher ou la C.A.C. amène le conteneur)
- Etat des lieux du bac à prêter avec un agent de la C.A.C. et l'utilisateur demandeur (avant et après le prêt)



---

## **ANNEXES**

---

- **Plan de zonage et schéma d'assainissement**
- **Règlement de services des déchets ménagers**
- **Plan des réseaux**
- **Règlement du service public de l'assainissement collectif**
- **Règlement du service public de l'assainissement non collectif**

